

Le président Abdullah Gül à Paris



(lire la suite page 6)

## Safranbolu : une véritable ville-musée

Un instantané de la ville telle qu'elle était deux siècles auparavant, logée dans un écrin de nature aux paysages magnifiques. Safranbolu est une ville magique, dont chaque ruelle cache un trésor. À nous de vous les faire découvrir.



(Supplément Safranbolu)

## « Ce n'est pas parce que la coalition a évolué que le statut spécial de la Turquie en Allemagne va lui aussi changer »

C'est à la terrasse de l'hôtel Bebek donnant sur le magnifique paysage du Bosphore, où circulaient yachts et bateaux dans les eaux grises et agitées de la Mer de Marmara, avec de petites averse passagères, que l'ambassadeur de l'Allemagne en Turquie, S. E. Dr Eckart Cuntz, nous a accueillis pour nous parler des relations turco-allemandes. « Pour l'Allemagne, la collaboration avec la Turquie est indispensable à la stabilité de l'Europe » nous a-t-il précisé.

(lire la suite page 3)

# Aujourd'hui la Turquie

Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Bodrum - Montréal

4 TL - 2 euros

www.aujourdhuiturquie.com

N° ISSN : 1305-6476

Le Journal francophone de la Turquie numéro 55, Novembre 2009

# Chypre : les négociations en panne

Alors que le rapport de la Commission Européenne sur la Turquie vient de paraître, la question chypriote fait toujours débat. Notre équipe s'est rendue à Chypre afin de rencontrer les principaux acteurs : le Président de Chypre Nord Mehmet Ali Talat et son premier ministre Derviş Eroğlu, mais aussi M. George Iacovu, Commissaire à la Présidence de la partie chypriote grecque.

Après son voyage à New-York, le Président Mehmet Ali Talat s'est entretenu avec notre directeur de la publication, Hüseyin Latif, à Chypre et nous a exposé ses propositions et ses idées sur l'avenir de l'île.

**Vous vous êtes rendu à New York pour les réunions de l'assemblée générale des Nations unies. Pouvez-vous nous en parler ?**

D'abord, nous avons eu divers contacts à Washington, notamment les membres du congrès. Nous avons participé à une table ronde au conseil des relations internationales. Nous avons eu l'oc-



Mehmet Ali Talat

casion de nous entretenir notamment avec les secrétaires généraux, ainsi qu'avec les ministres des Affaires étrangères de divers pays (l'Espagne, la Suède, la Grande-Bretagne, la Hollande, le Qatar), et le Haut responsable à la Sécurité de l'Union européenne, Javier Solana. Nous nous sommes aussi entretenus avec le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan.

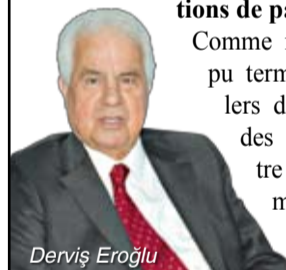
Il était très important qu'avec la partie Chypriote grecque, nous soyons aussi présent là-bas, à l'occasion des réunions de l'assemblée générale de l'ONU. Le Président Christofias a fait des propositions que nous ne pouvons accepter. Et nous, nous nous sommes efforcés d'influer sur le point de vue des Nations Unies sur la question chypriote.

(lire la suite page 5)

Premier ministre de la République turque de Chypre du Nord entre 1985 et 1993, et entre 1996 et 2004, le Dr. Derviş Eroğlu vient d'être à nouveau nommé à ce poste. Il reprend son ancien poste grâce au support populaire, a accueilli notre équipe à Chypre, pour nous expliquer les derniers développements, et a répondu à toutes nos questions.

**Y a-t-il du nouveau dans les négociations de paix ?**

Comme nous n'avons pas pu terminer les pourparlers de paix à la table des négociations, notre Président, Mehmet Ali Talat se dit



Derviş Eroğlu

(lire la suite page 4)

Alors que la résolution du conflit chypriote, qui oppose Grecs et Turcs depuis près de quarante ans, alimente l'actualité internationale, Mr George Iacovu, Commissaire à la Présidence de la partie chypriote grecque, a accepté de nous rencontrer. Il nous reçoit donc dans son bureau de Nicosie et nous livre ses impressions et attentes quant au devenir de l'île.

**Allons-nous vers une réunification de l'île ? Comment évolue la situation ?**

La question de la réunification a toujours été au cœur des négociations.



George Iacovu

(lire la suite page 4)

## Euronews lance sa version turque

Philippe Cayla, président de la chaîne européenne d'information Euronews – dont le siège se trouve en France, près de Lyon –, est fier de l'aboutissement de son dernier projet : le lancement d'Euronews en langue turque. Déjà traduite en huit langues, la chaîne a décidé en 2003 de pousser ses ambitions vers la frontière Est de l'Europe en proposant d'en créer la version turque.



(lire la suite page 7)

## Sizin Montmartre : la cuisine turque en plein cœur de Paris



Zehra Merdan

On entend trop souvent dire qu'à Paris, la cuisine turque foisonne, tant les « restaurants turcs » y sont présents. Si l'on en croit ces allégations, la cuisine venue de Turquie se limiterait donc aux kebabs et autres « döners » que l'on y trouve. Cependant – et pour avoir vécu en Turquie – nous pouvons vous affirmer que la cuisine turque recèle bien des saveurs, encore inconnues du commun des Français.

(lire la suite page 9)

## La politique turque n'a jamais été aussi influente



Editorial Hüseyin Latif

L'année 2009, dont nous approchons de la fin, nous a réservé une fin de mois de septembre et un mois d'octobre intenses.

Fin septembre, nous sommes allés à Chypre en tant qu'invités du président de la République chypriote du Nord, Mehmet Ali Talat. En attendant le jour du rendez-vous, nous sommes passés en Chypre du Sud et nous y avons rencontré George Iacovu, bras droit du président de l'administration chypriote grecque, Dimitri Christofias. Par la suite, nous avons donc rencontrés le Président Talat et le Premier ministre Derviş Eroğlu, avec lesquels nous avons longuement parlé de Chypre et des négociations de paix en cours.

De ma chambre de l'hôtel Merit, à Girne, durant les trois nuits que j'ai passé à Chypre, j'ai écouté les vagues farouches de la Méditerranée qui battaient l'île.

(lire la suite page 9)

## Un protocole porteur d'avenir pour les relations turco-arméniennes

Ahmet Insel, professeur d'économie à l'université de Galatasaray, chroniqueur et éditeur (notamment du prix Nobel de littérature Orhan Pamuk) est très engagé pour la cause arménienne et la reconnaissance du génocide de 1915.



(lire la suite page 8) Ahmet Insel

Aujourd'hui la Turquie  
**Türkçe**  
Gazetemizin  
**Türkçe ekini almayı unutmayınız...**



# 9 novembre 1989 : retour sur la chute du mur de Berlin 20 ans après



\* Olivier Buirette

C'est à la fin d'un monde auquel nous assistons en 1989 avec la chute de ce symbole de la division de l'ancienne capitale allemande en deux.

Que s'est-il donc passé pour qu'un tel changement se produise ? Tout est parti des grandes manifestations de janvier en Tchécoslovaquie qui commémoraient du suicide de l'étudiant Jan Palach en protestation contre la répression soviétique du « printemps de Prague » de 1968. Cela devait être suivi en février par les grandes grèves polonaises qui avaient elles-mêmes débouchées sur l'ouverture du régime polonais à la démocratie sous forme de « tables rondes ». Puis les autres États ont suivi, la Hongrie en premier avec l'ouverture du Rideau de Fer le 2 mai 1989 sous l'impulsion du Premier Ministre Miklos Nemeth. L'Allemagne de l'Est ne fut pas en reste avec d'une part des manifestations gigantesques et d'autre part la fuite impressionnante de sa population due aux premières ouvertures de frontières. Enfin, la multiplication du princi-

pe des tables rondes « à la polonaise » devait aboutir à des élections libres et à la fin du monopole des Partis Communistes.

L'Europe Centrale soviétisée avait déjà connu ces « vents de révolte ». En effet sans compter les deux crises de Berlin avec le blocus de 1948 et l'édification du mur en 1961, dès juin 1956, un vent de rébellion anti-totalitaire se lève en Pologne avec les émeutes ouvrières de Poznań et, la même année, en Hongrie avec la « Révolution de 1956 ». En 1968, c'est le tour de la Tchécoslovaquie et le Printemps de Prague. Enfin, lors de l'hiver 1980/81, le peuple polonais se soulève à nouveau avec les grèves des chantiers navals de Gdansk menées par le syndicat Solidarité (Solidarnosc) et son leader, Lech Walesa. Ceci devait entraîner à nouveau une sévère répression et l'avènement d'un régime militaire polonais garant de l'alignement avec Moscou dirigé pendant près de 10 ans par le général Jaruzelski.

En 1989, on n'avait cependant jamais assisté à un tel embrasement car, à chaque fois, les forces du Pacte de Varsovie avaient mis un terme à ces soulèvements par des répressions sanglantes. Hélas, l'Occident, au nom

du fameux principe de non-ingérence, ne se contentèrent à chaque fois que de faibles protestations. Rappelons-nous les paroles du Ministre des Relations Extérieures, Claude Cheysson, au sujet de la répression et de la « normalisation » de la situation en Pologne. À la question « mais qu'est ce que la France, l'Occident vont faire face une telle répression ? », celui-ci avait rétorqué « Nous ne ferons naturellement rien ! »

En 1989, tout est différent. Depuis 1985, l'URSS est entrée dans une phase de profondes transformations économiques et structurelles. En effet, les politiques de Perestroïka et de Glasnost du nouveau Premier Secrétaire, Michael Gorbatchev, permettent la progressive libéralisation du bloc de l'Est. À partir de l'enclenchement de ce processus, l'ouverture des régimes des « pays frères » devenait inévitable, et l'on ne put que constater ce raz de marée de liberté qui devait déferler sur l'ex-bloc, et dont l'un des événements les plus emblématiques fut l'effondrement du mur de Berlin.

Il faut rappeler à ce sujet que le régime allemand était l'un des plus dogmatiques du camp socialiste. La construction du mur avait été avant tout justifiée par le premier exode massif dès 1948 des Allemands de l'Est vers l'Occident via la ville de Berlin et son enclave occidentale. Dirigé très autoritairement par un régime policier dont la milice politique, la Stasi, tenait la population dans un climat de surveillance et de répression, la RDA d'Erich Honecker était dirigée par cet apparatchik depuis 1976. Si la plupart des dirigeants des pays frères comme la Pologne, la

Tchécoslovaquie ou la Hongrie avaient évolué avec les réformes de Gorbatchev et donc menaient à compter de 1989, voir avant, des réformes de démocratisation, cela n'était pas le cas en RDA, tant et si bien que Honecker fut démis brutalement en 1989 au profit du réformateur Egon Krenz qui moins d'un an plus tard opérera avec son homologue occidental, le Chancelier Helmut Kohl, la réunification en octobre 1990.

C'est sans doute pour cette raison que la chute du Mur de Berlin marqua tant les esprits. C'est le point culminant de cette année historique après laquelle plus rien ne devait être comme avant.

Si le vent de changement de l'année 1989 a été impressionnant par sa rapidité, il fut plus lent et/ou plus douloureux dans les pays du Sud-Est de l'Europe. Ainsi, nous avons pu observer un processus plus lent en Bulgarie, très douloureux et brutal en Roumanie, sans oublier la petite Albanie. Enfin, cette transition fut particulièrement convulsive pour la Yougoslavie dont le leader communiste, Slobodan Milosevic, n'abandonna le pouvoir qu'en septembre 2000 au profit de Vojislav Koštunica et après la terrible guerre civile ayant dissolu la Yougoslavie.

La chute du mur de Berlin fut donc le coup d'envoi de vastes changements en Europe orientale et balkanique. Vingt après, ceux-ci se poursuivent et, progressivement, avec l'effet bénéfique incontesté de l'Union Européenne, cette partie du monde se consolide dans la paix tout en relevant les uns après les autres les défis qui lui sont présentés.

\* Dr. Olivier Buirette, Historien

## 1989 Histoires globales par les photographes de SIPA Press

Le lycée Notre-Dame de Sion, en collaboration avec l'agence Sipa Press, organise du 6 au 24 novembre une exposition photographique et audiovisuelle retraçant les grands événements de l'année 1989. Parallèlement, seront organisées des conférences données par des experts et des politologues de renom : Daniel Vernet, Söli Özel, Frédéric Pons et Pierre Hassner.



Photos : Jacques Witt

# Réforme du système de santé américain : le pari risqué d'Obama



\* Barthélémy Courmont

Les enjeux politiques de la réforme du système américain d'assurance santé, priorité de l'administration Obama, sont multiples. Au cœur des changements proposés par la Maison-Blanche

figure ainsi une couverture maladie qui permettrait à 45 millions d'Américains non assurés d'avoir accès aux soins. Cela suppose une véritable transformation de la culture américaine sur un sujet qui divise les électeurs : la place du gouvernement dans les questions économiques et sociales. Un changement de philosophie qui oppose vivement les partisans du Big government et ceux qui estiment au contraire que le pouvoir fédéral doit rester en retrait sur de telles questions. L'enjeu est également économique : le projet de Barack Obama est potentiellement coûteux, ce qui pose problème en temps de crise, devant le déficit immense du budget et l'allergie des Américains aux hausses d'impôts.

C'est cependant au niveau politique que les enjeux de ce dossier semblent les plus importants. C'est même un véritable coup de poker

pour le président démocrate, dont une partie de l'avenir politique pourrait dépendre de sa capacité à imposer un projet sur lequel certains de ses prédécesseurs ont essuyé des revers importants, notamment Bill Clinton. Si la Maison-Blanche parvenait à faire adopter ce projet, ce serait ainsi une victoire historique pour Obama, qui se trouverait propulsé au rang de Franklin Roosevelt par sa capacité à réformer en profondeur la société américaine. À l'inverse, sa crédibilité et le caractère historique de son élection seraient disputés s'il essuyait un échec. Obama a donc décidé de présenter lui-même son projet aux membres du Congrès le 9 septembre, et les débats passionnés qui ont suivi le discours illustrent que rien n'est gagné dans un pays qui reste marqué par les rancœurs partisans et où les consignes de vote à l'intérieur des partis politiques s'effacent souvent derrière des considérations locales.

Côté républicain, les oppositions au projet sont souvent cristallisées autour de la crainte de voir le nouveau président installer de manière durable le parti démocrate au pouvoir. Si le projet était accepté, ce serait en effet 45 millions d'électeurs potentiels pour le parti

de l'âne, ce que le parti républicain, en pleine crise, ne souhaite évidemment pas cautionner. Si certains élus sont fondamentalement opposés au projet de l'administration, c'est surtout cette crainte liée à son éventuelle adoption qui fédère le Grand Old Party. Ainsi, plus que la raison, c'est vraiment le choix de l'opposition qui parle, et malgré toutes ses explications, la Maison-Blanche aura du mal à convaincre ses adversaires républicains.

Côté démocrate, l'unité ne s'impose pas comme une évidence, ce qui pose un problème de plus à l'administration. Les élus des États du Sud, souvent plus conservateurs que leurs confrères siégeant au Congrès, se méfient des propositions trop libérales de la Maison-Blanche dont ils peuvent directement faire les frais, à l'occasion des échéances électorales. Et les représentants vont, dès janvier prochain, entrer en campagne en vue des élections de mi-mandat de novembre 2010. Difficile pour eux de se mettre à dos des électeurs dont ils auront besoin s'ils souhaitent conserver leurs sièges et éviter une désillusion à l'occasion du premier grand test électoral d'Obama, et dont les perspectives sont pour l'heure plutôt négatives (la plupart

des experts estiment que le parti démocrate pourrait perdre plusieurs sièges à la Chambre des représentants). Ainsi, le président américain doit paradoxalement séduire les élus de son propre parti en plus des élus républicains, sans quoi la réforme risque d'être mise au pilori, et ce malgré une majorité dans les deux chambres du Congrès !

En 1979, l'ancien président Lyndon Johnson expliquait qu'un aspirant à la présidence américaine est souvent convaincu, à tort, qu'il sera aussi puissant que Dieu une fois élu. La réalité, d'expliquer Johnson, est que vous ne pouvez plus compter sur personne dès votre première journée au Bureau Oval. Trente ans plus tard, Barack Obama fait l'expérience de cette prophétie. Il dispose certes d'une majorité importante au Congrès, avec près de 60 sénateurs sur 100, chiffre lui permettant a priori de faire adopter ses projets sans grande difficulté. Mais de la théorie à la pratique, il y a un pas dont le jeune président démocrate fait la douloureuse expérience.

\* Barthélémy Courmont et Frédéric Gagnon Professeurs à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), et respectivement Titulaire par intérim de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques et Directeur de l'Observatoire sur les États-Unis. Barthélémy Courmont vient de publier (avec Darko Ribnikar) Les guerres asymétriques, aux éditions Dalloz.

# Ce n'est pas parce que la coalition allemande a évolué... (Suite de la page 1)



**Après les dernières élections, on entend beaucoup l'expression : « L'Allemagne à droite ». Pouvez-vous nous donner votre opinion ?**

Je veux d'abord dire quelques mots sur l'autre point d'actualité du jour : le résultat du référendum sur le Traité de Lisbonne en Irlande, qui s'est révélé positif. C'est une bonne nouvelle pour la construction européenne !

Quant à la phrase « L'Allemagne à droite », je ne peux pas dire qu'elle soit juste, car les partis qui ont été élus au Bundestag se définissent plutôt comme une majorité citoyenne, au centre de l'échiquier politique. Cette majorité aura le même chancelier, à savoir Mme Angela Merkel. En Allemagne, il y a une grande continuité politique. Tous les grands partis ont à la base de leurs programmes politiques les mêmes principes démocratiques, notamment en ce qui concerne la construction européenne et l'ouverture au monde. Il y a des différences dans des domaines spécifiques : celui de la fiscalité, de la santé, etc. C'est donc sur ces questions qu'il y aura débat entre les deux partis élus. Quant à dire que l'Allemagne est à gauche ou à droite, la proposition la plus juste serait « L'Allemagne au centre ».

**D'après vous le couple franco-allemand reste toujours le moteur de la construction européenne ?**

Naturellement, l'amitié franco-allemande a été à l'origine de la réconciliation entre l'Allemagne et l'Europe, et donc du processus de construction de ce qui est maintenant l'Union Européenne. L'Europe n'est pas, bien entendu, limitée à ce couple franco-allemand, mais son importance reste réelle. La réunification de l'Allemagne, l'abolition du fameux ' Rideau de Fer ' a été également une grande étape dans l'histoire de l'Europe. Mais, aujourd'hui, le projet européen n'est pas uniquement celui de l'Allemagne, ou de la France, c'est celui de bien d'autres pays et l'on ne peut considérer le couple franco-allemand comme l'unique moteur de l'Union. Cependant, la France et l'Allemagne sont encore celles qui, de temps à autre, donnent des impulsions très positives et nécessaires à la construction européenne.

**Cette année, nous fêtons les vingt ans de la chute du Mur de Berlin. Qu'est-ce que cela représente pour l'Allemagne ? Quel bilan peut-on établir après ces vingt années ?**

Je pense que ce bilan ne concerne pas uniquement l'Allemagne ; il touche également à l'histoire de nombreux autres pays européens. Ces vingt ans sont au final un grand succès. J'ai récemment lu dans un journal une comparaison entre l'Allemagne de 1989 et celle d'aujourd'hui : les progrès sont immenses. On le voit même sur les photos : en 1989, le centre de la ville était complètement vide, alors qu'aujourd'hui, on peut y voir l'ambassade de France et celle des États-Unis à côté de l'ambassade de

Russie, la Chancellerie, le Reichstag, c'est-à-dire le siège du Parlement. Bien entendu, les conditions de vie ne sont pas encore les mêmes partout en Allemagne, mais il y a quand même eu de remarquables progrès, notamment d'un point de vue démocratique.

**Pensez-vous qu'au niveau européen, la crise économique a été l'occasion d'un recule dans la construction d'une Europe unifiée et économiquement forte ?**

C'est une crise globale, qui a touché le monde entier. Ce que vous dites des politiques allemande et française est sans doute vrai, mais aujourd'hui, alors que se tient à Istanbul le sommet annuel du FMI et de la banque mondiale, on peut s'apercevoir que les discours économiques de réponse à la crise de la France et de l'Allemagne sont très proches. Les difficultés n'ont pas été encore tout à fait surmontées, les problèmes sont toujours bien présents. On répète que l'Allemagne doit réagir, car son économie est très importante pour l'Europe. Néanmoins, l'Allemagne continue d'être un grand importateur, notamment pour les produits en provenance de Turquie, et continue à donner l'impulsion économique à l'Union.

**Pensez-vous que l'Allemagne restera le moteur économique de l'Europe après la crise ?**

Oui, je le pense, car les taux de croissance des entreprises allemandes restent encore aujourd'hui supérieurs à ceux d'autres pays européens. Il faut cependant prendre des mesures appropriées et raisonnables, afin de remettre l'économie allemande, mais aussi celle de l'Union, sur les rails.

**L'Allemagne a une position particulière en Europe, du fait de la grande proportion parmi ses habitants d'émigrés turcs. Pouvez-vous nous parler des relations entre ces deux pays ?**

Je dis toujours que pour la Turquie, l'Allemagne est le pays européen le plus important en termes économiques. L'Allemagne est en fait le premier importateur de produits turcs. Nous ne sommes pas le pays qui exporte le plus vers la Turquie, c'est la Russie, en raison du gaz. Mais nous offrons de nombreuses opportunités à la Turquie, en termes de création d'usines, mais aussi en oeuvrant pour l'augmentation des exportations turques vers l'Europe. Dans ce sens, je crois que nous sommes des partenaires très importants pour la Turquie. En effet, aujourd'hui, plus de 3 800 entreprises allemandes investissent ici. Il y a trois jours, nous avons donné une fête à Ankara pour célébrer un partenariat entre deux entre-

prises, l'une allemande et l'autre turque, avec un investissement de 2,5 milliards d'euro.

Le volume d'affaire entre les deux pays est d'environ 25 milliards d'euro. Bien entendu, ce chiffre a baissé cette année, en raison de la crise économique. Par exemple, le recul des exportations turques en

Allemagne se monte à 4%. Mais il faut souligner que le tourisme allemand est très important en Turquie : chaque année, environ quatre millions d'Allemands viennent passer leurs vacances ici.

Il faut dire aussi quelques mots de la place des Turcs dans l'économie allemande.

Il y en a environ 70 000 entreprises turques en Allemagne ; la plupart sont plutôt petites, mais il y en a tout de même certaines de taille importante. Quant à la population turque ou d'origine turque, elle se monte environ à trois millions. Les Turcs sont présents dans tous les secteurs de l'économie, y compris le domaine de l'art.

**L'Allemagne et la France prônent un partenariat privilégié pour la Turquie à la place d'une adhésion totale. Que pourrait être ce partenariat d'après-vous ?**

Le résultat des élections en Allemagne a été victime, en Turquie, d'une mauvaise interprétation : on a parlé d'une coalition anti-turque et pro-partenariat. Il y a eu de nombreuses spéculations de la part des journalistes sur le fait qu'Angela Merkel serait totalement opposée à l'entrée de la Turquie. Ces assertions ne sont pas fondées : l'Allemagne, y compris avec Mme Merkel, a toujours soutenu le processus d'intégration de la Turquie, notamment au Conseil de l'Europe. L'aide et le soutien que nous apportons à la Turquie sont tout à fait reconnus par les ministres turcs. Il y a bien sûr des partis en Allemagne qui contestent le processus d'intégration, mais ça ne veut absolument pas dire que le gouvernement allemand est et sera dans les mois à venir fermé à l'entrée de la Turquie.

Ce n'est pas parce que la coalition a évolué que le statut spécial de la Turquie en Allemagne va lui aussi changer. Pour mon pays, la collaboration avec la Turquie est indispensable à la stabilité de l'Europe.

**La Turquie veut désormais devenir un acteur important dans les relations internationales au Moyen-Orient, elle se place en intermédiaire et en négociateur auprès**

**de l'Iran, de la Syrie, etc. Que pensez-vous de cette nouvelle position que souhaite se donner la Turquie ?**

La Turquie se trouve dans une situation géographique qui la place au cœur de nombreux conflits récents : ceux du Caucase, notamment, avec la crise géorgienne, elle partage une frontière avec l'Iran. La Turquie a donc un rôle-clé à jouer. Il faut féliciter la Turquie pour l'effort qu'elle fait en maintenant une politique diplomatique de pacification auprès de ses voisins et pour son rôle stabilisateur. Même dans des conflits où la

Turquie n'est pas directement impliquée, elle apporte son aide, et c'est quelque chose de très positif qu'il faut encourager ; je pense notamment aux tensions entre l'Afghanistan et le Pakistan, ou entre la Syrie et Israël.

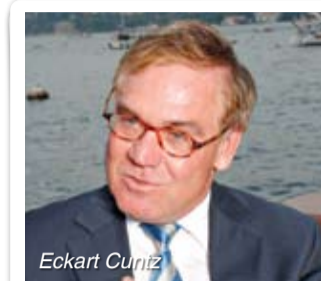
**Pensez-vous que l'UE reconnaît suffisamment l'action positive de la Turquie dans ce domaine ?**

Je crois en effet que la commission européenne suit de très près les activités diplomatiques de la Turquie, mais on ne peut pas confondre son action avec le processus d'intégration, ce sont deux choses distinctes. La Turquie joue un rôle de plus en plus important, et on peut dire que ce statut a été reconnu par le président Obama lors de sa visite ici. Cette transformation de la Turquie ne se joue pas qu'à l'extérieur de ses frontières : il faut en effet saluer et soutenir l'effort de démocratisation du pays. L'action de l'actuel gouvernement est également à souligner, notamment dans les solutions qu'il essaye d'apporter au problème kurde. Il est important que la Turquie parvienne à unir tous les peuples qui la composent ; l'unicité de ce pays est un grand défi à relever où tout le monde doit participer. Ce doit être un projet turc, fait par les Turcs pour les Turcs !

**Une dernière question : l'Allemagne est-elle prête à devenir le sixième pays membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies ?**

L'Allemagne a toujours très bien coopéré avec la France à ce niveau-là. Bien sûr, mon pays s'est depuis longtemps dit prêt à jouer un rôle plus important au sein du Conseil de Sécurité, et elle a récemment posé sa candidature officielle. L'avenir nous dira ce qu'il en sera.

\* Propos recueillis par Hüseyin Latif, Mireille Sadège et Camille Longépé  
Photos : Aramis Kalay



Eckart Curitz



**LE DEPARTEMENT  
INFORMATIQUE  
DE VOTRE ÉTABLISSEMENT**

Tél : 90 216 325 82 62  
Email : marmara@marmara.net



www.marmara.net

Çeviride yönünüzü  
kaliteye çevirin!



Tamamen size özel butik tercüme hizmetleri sunuyoruz. Uzmanlaşma bizim için anahtar kavramdır. Hukuk, kozmetik, otomotiv, basın-yayın ve bankacılık gibi uzmanlık gerektiren alanlarda "sıfır hata" prensibiyle hareket ediyor ve 2000 yılından beri Türkiye'nin en büyük kuruluşlarına katili, tutarlı ve hızlı hizmet veriyoruz.

Tercümede kalite arayışınızın yöneleceği adres Trio.

TRIO Tercüme ve Organizasyon  
Orgenel İzzet Aksalur Caddesi, Ordu Yapı Koop. 1A Blok D:25 4. Levent 34330 İSTANBUL  
Tel: +90 212 268 30 94 Faks: +90 212 268 30 96 www.triotercume.com.tr

**25 yıldır Dünya'nın  
tüm renkleri  
burada basılıyor!**



**IPOMET**  
Matbaacılık San. ve Ticaret Ltd. Şti.

Tel: 0212 522 60 48  
www.ipomet.com  
info@ipomet.com

## « Si le premier pas est une fédération, cet accord ne sera pas de longue durée » (Suite de la page 1)

favorable à un rôle plus actif des Nations unies, c'est-à-dire, à l'élaboration d'un plan comme celui d'Annan. Mais les Nations Unies indiquent qu'il n'y aura pas d'arbitre. Notre Président a fait une proposition pour que les pourparlers soient terminés 'au printemps prochain, pour que le référendum ait lieu, et que les puissances étrangères organisent l'intervention nécessaire dans ce but, c'est-à-dire servir d'arbitre. Le Premier ministre de la Turquie, Recep Tayyip Erdoğan, y est aussi favorable.

### Et quel est votre avis sur la question ?

Mon avis est qu'un plan élaboré par les étrangers ne sera pas en notre faveur. Le Plan Annan ne l'a pas été, bien qu'il ait été accepté par référendum, à 65% de "oui". Aujourd'hui encore, je suis du même avis. Par conséquent, un plan qui sera élaboré par les étrangers et mis sur la table de négociation sera orienté pour que Dimitris Christofias signe l'accord, ce qui indiquera que ce plan ne sera pas en notre faveur. Voilà mon inquiétude.

### La dernière fois, le plan Annan avait été élaboré dans le cadre des Nations Unies, mais de façon surprenante, les Chypriotes grecs ne l'avaient pas accepté.

Les Chypriotes grecs avaient dit "non" à ce plan, par crainte qu'il ne supprime la République de Chypre. Comme vous le savez certainement, l'ancien Président de la République chypriote grecque Papadopoulos avait fait une déclaration, dans le discours qu'il avait fait en pleurant, à la veille du référendum : « J'ai reçu un État, je ne peux le rendre en tant que département. Par conséquent, moi, je dis "non" à ce plan ». Selon le Plan Annan, la République de Chypre allait être dissoute, et remplacée par une nouvelle entité. Comme il ne voulait pas voir la République de Chypre disparaître, Christofias avait également refusé ce plan. Par conséquent, si les puissances extérieures présentent un nouveau plan, ils doivent faire en sorte qu'il plaise à Christofias, afin que celui-ci puisse le signer. Et d'après moi, un tel plan mettra en danger la présence turque dans la République Chypriote grecque.

### On dit que ce plan sera achevé en mars, c'est-à-dire avant l'élection du président de la République...

La déclaration de notre Président « qu'il y ait un référendum avant la fin de l'année ! moi, je me suis dévoué à l'unification de Chypre » part de l'idée que l'accord de paix doit être conclu avant les élections, afin d'être avantagé dans les urnes.

Ce n'est pas juste de faire des commentaires avant que le texte de l'accord soit connu, mais je pense que, pour nous, ses conséquences seront pires que celles du

Plan Annan. La véritable mission de notre Président, c'est surtout d'unifier Chypre ; ce faisant, il accepte que la partie turque ait des pertes. Il pourra y avoir des pertes en territoire, des goulots d'étranglement en économie, il n'est pas possible que quelqu'un qui occupe le poste de Président de la République ignore tout cela. Mais on peut dire que notre Président agit dans l'idée que, s'il réalise sa mission et tient sa promesse, il pourra à nouveau remporter les élections présidentielles.

### D'après vous, quel devrait être le plan idéal ?

Je pense qu'il devrait y avoir un plan susceptible de faire vivre deux États séparés à Chypre. De notre point de vue, deux États devraient vivre côte à côte, puis se réunir sous le toit d'une confédération et avec le temps, former une fédération dans le cas où cette réunion se révélerait harmonieuse.

Mais si le premier pas est une fédération, et surtout si un grand nombre de personnes sont déplacées, cet accord ne sera de longue durée. Vous savez bien que les fédérations durent lorsqu'elles ont lieu entre des égaux. La République de 1960 n'avait duré que 3 ans.

### En Europe, de nombreux pays ont été divisés, par exemple la Slovaquie, la Yougoslavie... Pourquoi ne fonde-t-on pas à Chypre deux États séparés, qui seront amis et qui seront admis à l'Union européenne aux mêmes conditions ?

On ne prévoit pas une Chypre unifiée du point de vue des intérêts, mais une Chypre divisée. Dans le passé, on nous a montré la Tchécoslovaquie comme une fédération idéale, et on y a même emmené certains partis politiques. Mais aujourd'hui, c'est devenu deux États séparés.

Lorsque le Kosovo a déclaré son indépendance, l'UE et les États-Unis l'ont reconnu. Mais ils ne pensent pas à nous reconnaître. La Russie a reconnu l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, mais pas les pays européens. Apparemment, les grands États décident de ces questions en fonction de leurs propres intérêts.

À Chypre, le Sud et le Nord n'ont ni la même religion, ni la même langue, ni la même culture. Dans ce cas, au bout de dix ans, le fait qu'ils essaient de nous unifier pourrait à nouveau se solder par une séparation sanglante.

### Concernant Chypre, pensez-vous qu'on est injuste envers les Turcs ?

Oui, si les États-Unis et la Grande-Bretagne ne s'en étaient pas mêlés, je pense que la question de Chypre aurait pu être résolue depuis longtemps.



Hüseyin Latif

Derviş Eroğlu

## « Nous n'avons jamais pensé que ce conflit serait facile à régler... » (Suite de la page 1)

Seulement, cette année, cela s'avère un peu plus compliqué. En effet, certains problèmes que nous n'avions pas prévus sont venus interférer dans nos démarches et malheureusement, nous pouvons difficilement les surmonter. Quoiqu'il en soit, nous n'avons jamais pensé que ce conflit serait facile à régler... Le fait est que le Président de la République Turque de Chypre, Mr Mehmet Ali Talat, verra la fin de son mandat en 2010. Celui-ci s'est avéré être un très bon partenaire tant dans les négociations que dans les avancées positives que nous avons menées à bien ensemble. Le processus de paix a largement été entamé, des progrès indéniables ont été faits mais les issues au problème, aussi significatives soient elles, restent minimes. Il nous reste encore beaucoup de choses à mettre en place pour parvenir à résoudre le conflit et, si le Président Talat venait à ne pas être réélu, nous ne savons pas de quelle teneur seront nos relations avec son successeur.

### Quelle est la perspective de résolution du conflit ?

Nous avons proposé de créer une fédération, ce qui constitue une grande concession de notre part. Cette fédération serait bizonale et bicommunautaire. Cela signifie qu'il y aurait deux zones géographiques distinctes avec un président chypriote grec et un vice-président turc se succédant à la tête de la fédération dans un système de rotation. Le gouvernement serait élu par le Sénat, ce qui n'existe nulle part ailleurs dans le monde. Et bien que les Chypriotes turcs soient beaucoup moins nombreux que les Chypriotes grecs, nous aurions le même nombre de voix, à savoir 24. En somme, si chaque communauté dispose de 24 sièges, cela veut dire qu'à tout moment, 12 d'entre eux peuvent s'opposer au gouvernement. Cette politique n'est pas synonyme d'égalité absolue mais plutôt de sécurité en matière de participation effective. Ainsi, aucune décision d'ordre gouvernemental ne pourrait être prise sans l'accord des deux communautés.

### Quelles sont les difficultés, les points de désaccord entre les deux parties? Comment sont-elles perçues par les Chypriotes grecs ?

Au regard de la situation actuelle, les Chypriotes turcs ont tendance à vouloir à tout prix trouver une solution au conflit, et ce, en oubliant les faits de ces trente-cinq dernières années.

Quarante ans auparavant, on ne parlait pas de République Turque de Chypre Nord, tout bonnement parce que cela n'existait pas. Les citoyens turcs ne représentaient que 10% de la population de l'île. Au cours de l'invasion, ils ont expulsé les Grecs vivant sur la partie nord du territoire et ont fait appel aux renforts de la Turquie. Désormais, ils aspirent à entretenir de « bonnes relations de voisinage » avec les Chypriotes grecs. Seulement, même si l'issue du conflit repose en grande partie sur ces relations, il ne faut pas oublier qu'elles vont à l'encontre du droit des réfugiés grecs. Ceux-ci sont en effet protégés par le droit international, la Convention de Genève, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (DDHC) et bien d'autres encore. L'issue du conflit ne doit pas occulter ce point important.

### L'Union Européenne tente de régler le conflit chypriote. Pensez-vous que son aide soit efficace, suffisante ?

À vrai dire, je ne pense pas que son aide soit suffisante. En effet, les Chypriotes turcs refusent toute intervention de sa part. Lorsque nous sommes entrés dans l'UE, la partie turque a eu peur que cela lui porte préjudice. Mais cela est faux, ce ne sont que des allégations. Nous espérons avoir un futur commun au sein de l'UE avec la Turquie. Cette politique que nous menons a du sens puisqu'elle est bénéfique pour tous. Lorsque j'étais ministre des Affaires étrangères, j'avais posé comme condition d'entrée de la Turquie le fait qu'elle entretienne de très bonnes relations avec les Chypriotes grecs, et ce, pour deux raisons. La première est que, pour être en accord avec notre ancienne conception d'une Chypre unie, on ne peut pas dire, « Nous aimons les Chypriotes turcs mais pas les citoyens turcs ». Les Chypriotes turcs sont nos compatriotes et leur destin est lié à celui de la Turquie. La seconde est que la Turquie est très proche de nous géographiquement. C'est une raison suffisante pour souhaiter son entrée dans la « famille européenne ». Lorsque nous sommes entrés dans l'UE, les États-Unis nous avaient avertis que nous risquions de nous éloigner de la Turquie. Cinq ans après, leurs prévisions se sont révélées erronées car nous ne voulons en aucun cas être leurs adversaires, uniquement de bons voisins.

### L'opinion publique est-elle favorable à la réunification ?

Malheureusement, les problèmes auxquels nous avons dû faire face ces dernières années ont quelque peu refroidis nos citoyens. Notre gouvernement affronte les négociations très vigoureusement, mais les avancées ne sont pas suffisamment significatives à leurs yeux. Le conflit dure depuis de nombreuses années, trouver une solution prend du temps. L'échec des négociations a créé un sentiment de déception. Il n'y a aucun succès qui soit fructueux lui-même !

### La génération de Chypriotes turcs nés après 1974 se voit bannie des compétitions sportives et événements internationaux. Qu'en pensez-vous ? Cela va-t-il à l'encontre des Droits de l'Homme ?

Certes, ils ne jouissent pas de leur plein droit en tant

qu'êtres humains, mais le problème ne vient pas de nous. Ce sont les Chypriotes turcs eux-mêmes qui, en 1983, sont allés à l'encontre des accords de 1960 et ont créé une fédération turque puis la République Turque de Chypre Nord en 1974. Ils ont surpassé leurs droits. En effet, l'article 1 du traité mentionnait clairement qu'il leur était interdit de créer une République Turque à Chypre. Le paragraphe 4, article 4 de ce même traité venait corroborer cette idée en citant que leur seul droit était de restaurer la situation telle qu'elle l'était en 1960. Ils ont, en quelque sorte, choisi cette situation. Et même si je comprends ce que peut ressentir la génération dont vous parlez, je n'y peux rien. Leurs parents ont choisi pour eux.



George Lacoçou

# « Plus la solution tarde, plus la division sera durable » (Suite de la page 1)

Nous avons eu l'occasion d'exposer nos souhaits, aussi bien sur l'accélération des pourparlers, que sur notre souhait d'une participation plus active des Nations Unies. De ce point de vue, je peux dire que notre visite a été assez productive.

**Parmi les noms que vous avez cités, nous n'avons pas entendu celui du ministre français des Affaires étrangères...**

Oui, nous avons voulu le rencontrer, mais cela n'a pas été possible. Ils ne nous ont pas accordé de rendez-vous. Malheureusement, la France qui est un membre permanent du Conseil de Sécurité, n'a pas une position impartiale. Elle se positionne franchement aux côtés de la partie chypriote grecque.

**Cette position française pourrait-elle être un reflet des problèmes qui existent entre la Turquie et la France ?**

C'est possible. Depuis très longtemps, la France a une attitude hostile envers nous. Au référendum chypriote de 2004, après que la partie chypriote grecque ait dit « non » à l'unification, et au mois de mai de la même année, lorsque

Chypre a adhéré à l'UE, le ministre français des Affaires étrangères de l'époque avait dit : « Oui, Chypre a adhéré à l'UE, mais il ne s'agit pas d'une adhésion normale ». On voit donc que la France soutient la partie chypriote grecque sans conditions. Elle adopte une politique où elle ne prend presque aucun contact avec nous.

**Cette politique peut-elle être due à l'accord conclu par le passé, concernant la base aérienne de Bafa ?**

C'est possible. Les Français ont conclu un accord qui leur donne le droit de se servir de cette base. En dehors de cela, on dit que le Président français Sarkozy va se rendre à l'inauguration du nouveau terminal de l'aé-

roport de Larnaka, qui aura lieu au mois de novembre.

**Vous a-t-on demandé votre avis sur la question d'accorder le droit de se servir de cet aéroport militaire ?**

Non, et nous avons réagi contre cela. Nous avons invité l'ambassadeur français pour lui exprimer notre mécontentement. Et eux, ils nous ont expliqué qu'il ne s'agissait pas d'un accord de défense. Ils nous ont indiqué que l'accord était conclu uniquement pour se servir de cet aéroport, au cas où la France aurait une relation militaire quelconque avec le Moyen-Orient.

**D'après ce que nous lisons dans la presse, on prévoit un accord de paix au printemps prochain. La Turquie donne également y apporte son soutien. Qu'en pensez-vous ?**

Pour le moment, notre objectif est de terminer les pourparlers de paix d'ici à la fin de l'année, et d'organiser un référendum dans les premiers mois de l'année 2010. Cette décision dépend, bien sûr, de l'attitude de la partie chypriote grecque. On

doit attendre de voir. Nous voulons trouver une solution dans le cadre de nos principes. Bien que le Premier ministre Derviş Eroğlu indique qu'il n'y a pas de progrès sérieux sur cette question, pour ma part, je garde espoir quant à un accord de paix.

**D'après vous, quels sont les points concrets de la question chypriote que nous n'arriverons pas à dépasser ?**

Mais le problème le plus important, qui semble difficile à franchir, ce sont les dispositions relatives à la propriété. Car sur la question de la propriété, la partie chypriote grecque propose de retourner aux normes d'avant 1974. Elle veut donc revenir au régime de propriété qui date d'avant l'inter-



vention turque. Mais il ne peut être question de remonter le temps. De toute manière, en traçant le cadre des pourparlers de la question chypriote, l'ONU avait posé certains principes. En particulier, le principe en rapport avec la propriété suppose qu'il n'y ait qu'un seul État fondateur ; il y aura un État fondateur chypriote grec et un État fondateur chypriote turc, et la communauté qui gouvernera cet État aura sur ces terres aussi bien la majorité démographique, que la majorité de propriétés. Ceci, c'est une décision que le Conseil de Sécurité a approuvée et que l'ONU a prise. Mais la partie chypriote grecque refuse cela et veut retourner 35 ans en arrière, ce qui peut créer un sérieux blocage.

En dehors de cela, il y a d'autres problèmes. À l'élection présidentielle, qui se basera sur les suffrages des deux peuples, les Turcs vont élire le candidat turc, et les Chypriotes grecs, le candidat chypriote grec, et comme la partie chypriote grecque est majoritaire au niveau démographique, ce ne sera pas une élection équitable. C'est pourquoi chaque communauté doit choisir son propre représentant.

**La Tchécoslovaquie s'est divisée en deux États égaux ; pourquoi ne peut-on faire la même chose pour Chypre ?**

Cela, je l'ignore. Dans les années 1980, le Conseil de Sécurité a pris des résolutions, qui l'interdisent. Déployer des efforts dans ce sens serait une perte de temps. D'après moi, l'idéal serait la réunification. Serait-ce bon que, sur cette île, il y ait deux petits États ? Serait-ce bon au niveau économique et politique ? C'est à débattre, car la population n'atteint même pas un million.

**Nous vous remercions de nous avoir consacré du temps. Y a-t-il quelque chose que vous souhaiteriez ajouter ?**

Nous, en tant que partie chypriote turque, nous négocions et nous faisons preuve de beaucoup de souplesse. Mais il faudrait que la partie chypriote grecque fasse preuve de souplesse tout autant que nous, et qu'elle contribue à un règlement du problème dans les meilleurs délais. Plus le temps passe, plus le problème devient difficile à régler. Car avec le temps, les gens adoptent l'ordre établi et s'inquiètent que cela change. Si nous n'arrivons pas à régler le problème chypriote assez tôt, nous n'arriverons peut-être jamais à le faire. Pour ma part, j'ai de sérieuses craintes là-dessus, c'est pourquoi je suis favorable à un règlement dans les meilleurs délais. La partie chypriote grecque est tranquille, elle est déjà membre de l'UE, elle n'a pas besoin d'une solution immédiate. Mais il leur faut savoir que plus la solution tarde, plus la division sera durable. La partie chypriote grecque exprime sa peur de la division ; pour cela, elle doit travailler et accepter l'idée d'une solution rapide.



Mehmet Ali Talat



Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

[www.armadahotel.com.tr](http://www.armadahotel.com.tr)

0212 455 4 455



## Bulletin d'abonnement

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires

**12 numéros : 40 € Turquie 25 € France 70 € Europe Version PDF : 30 €**

En Turquie le kit de 25 exemplaires pour les 11 numéros 450 €, le kit de 50 exemplaires 700 €

A l'étranger le kit de 25 exemplaires pour les 11 numéros 650 €, le kit de 50 exemplaires 900 €

Envoyez un mail: [altinfos@gmail.com](mailto:altinfos@gmail.com)

Mode de paiement pour la Turquie : virement Yapi Kredi (no de succursale : 0 217 Moda Istanbul no de compte en euros : 60901314; en TL : 60825808)

Bizimavrupa Yayıncılık Ltd. - Moda Cad. No:77 D.3 - 34 710 Istanbul - Turquie  
Tel: 0 216 550 22 50 - Fax: 0 216 550 22 51 - Email: [alaturque@gmail.com](mailto:alaturque@gmail.com)

Les Editions CVMag 37, rue d'Hauteville 75010 Paris

alt 55

## Istanbul, ville-empire



\* Eren Paykal

Istanbul a été capitale de plusieurs empires. L'empire byzantin, l'empire ottoman. Mais aujourd'hui encore, par sa splendeur et ses capacités grandioses, elle offre une image bien

particulière.

Observons-la à travers ses chiffres :

Avec son envergure actuelle, Istanbul, dont la population (environ 15 millions d'habitants) est supérieure à celles de 100 pays dans le monde et de 19 États membres de l'Union Européenne, est la seconde métropole de l'Europe après Moscou. Istanbul constitue 18 % de la main d'oeuvre de la Turquie.

### Si l'on étudie la contribution d'Istanbul à l'économie nationale turque, celle-ci constitue :

22 % du PIB  
1 % de l'agriculture  
28 % de l'industrie  
21,2 % du secteur de la construction  
24,6% du commerce  
23,6% des transports et de la communication  
Dans le domaine des finances :  
44 des 50 banques de la Turquie  
42 % des comptes bancaires  
48 % des prêts bancaires  
19,5 % de la consommation électrique

La part d'Istanbul en Turquie, en tenant compte de la moyenne des douze dernières années et les compagnies basées à Istanbul :

Exportations : 46 %  
(estimations 2007 : 49,3 milliards USD)  
Importations : 41 %  
(estimations 2007: 69,7 milliards USD)  
En tenant en considération les douanes d'Istanbul, les chiffres augmentent :  
Exportation : 55 %  
(estimations 2007 : 59,7 milliards USD)  
Importations : 41 %  
(estimations 2007 : 99 milliards USD)  
Nombre de sociétés exportatrices : 26 091  
(54 % du total national)  
Nombre de compagnies importatrices : 34 722 (60 % du total national).



Il est évident que, si l'on étudie de près ces chiffres, pour un homme d'affaires étranger, passer par Istanbul est devenu plus qu'obligatoire...

\* Eren Paykal, Ancien diplomate

## Le président Abdullah Gül à Paris

Mettre de l'avenir dans la coopération économique franco-turque tel a du être l'objectif de la présence du président turc Abdullah Gül à la réunion organisée par Medef. le 9 octobre et intitulée « Partenariat franco-turc : être plus puissant en Europe et dans le monde ». Laurence Parisot, la présidente du Medef, a accueilli son homologue turque, Arzuhan Doğan Yalçındağ, présidente de la Tüsiad. Les deux femmes à la tête des organisations représentant les entreprises de leur pays respectif étaient accompagnées de « leur » figure haute de l'État : François Fillon pour la France et bien sûr Abdullah Gül pour la Turquie. Ce dernier est arrivé avec une importante délégation et était accompagné du président de la TOBB Rifat Hisarcıkloğlu (Union des chambres de commerce turques) ainsi que de nombreux chefs d'entreprises turcs.

Mme Parisot a inauguré ce séminaire en mettant en exergue la « position clé » de la Turquie, « une position extrêmement moderne parce qu'elle favorise les rencontres, parce qu'elle favorise le commerce, parce qu'elle favorise les échanges ». Mme Doğan a ensuite pris la parole pour souligner que « l'Union européenne doit devenir un marché unique et doit étendre sa zone d'influence politique », sous-entendant par là que la Turquie en tant que membre l'aiderait indubitablement à atteindre ces objectifs. Le président de la TOBB a été, quant à lui, plus précis sur les relations économiques entre la Turquie et l'Europe. Il a annoncé un objectif d'un milliard de dollars de volume d'échanges entre les pays de l'Union européenne et la Turquie. Cette coopération irait de pair avec l'adhésion de la Turquie à l'Union, dont a aussi fait mention M. Hisarcıkloğlu : « La parole donnée doit être une parole tenue » a-t-il clamé.

Les discours de MM. Gül et Fillon ont mis en valeur la bonne entente franco-turque, du moins en ce qui concerne le secteur économique. Abdullah Gül a d'ailleurs rappelé qu'il existait des « liens très profonds entre la France et la Turquie sous l'Empire ottoman » et qu'actuellement, les relations entre les deux pays « ne sont pas si hésitantes qu'on le dit ». « Mais on peut faire mieux », a-t-il néanmoins concédé. M. Gül a exprimé son soutien aux investisseurs européens en Turquie en insistant sur le fait que les douanes turques « sont ouvertes à toutes les entreprises européennes ». La Turquie ouvre donc ses portes à l'Europe et attend que l'UE lui rende la pareille. « Si nous insistons dans notre adhésion à l'UE c'est parce que la Turquie s'améliore de jour en jour et que pour cette raison, il faut faire en sorte que le processus de négociation continue. C'est à la fin de ce processus que vous pourrez juger si, oui ou non, la Turquie est prête à intégrer l'Union », a-t-il dit devant François Fillon, représentant la droite ligne de Nicolas Sarkozy qui juge que la Turquie ne sera jamais apte à entrer dans le cercle européen. Il a enfin rappelé lui aussi les liens forts qui unissent la Turquie et les Républiques voisines du Caucase, des Balkans et de l'Asie centrale, où les Turcs sont extrêmement présents. Une manière d'inciter à nouveau les Européens à collaborer avec les Turcs dans ces régions.

### Gagner des nouveaux marchés ensemble

Car le but de cette réunion bilatérale était bien là : faire en sorte que Turcs et Européens travaillent ensemble à développer leurs économies mutuelles. Hasan Çolakoglu, président du Conseil d'affaires franco-turc, s'est félicité de voir que la France utilise la Turquie pour la recherche et le développement,

notamment en ce qui concerne les véhicules électriques qui seront conçus en Turquie. Il a ensuite proposé que la Turquie devienne « un centre logistique international », notamment dans le cadre d'une coopération pour les investissements dans les pays voisins turcophones. Le marché turc ne s'arrête d'ailleurs pas aux 71 millions d'habitants de la République de Turquie. Il englobe les 300 millions de Turcophones que compte la région, où se sont déjà installées quelque quinze mille entreprises turques.



Arzuhan Doğan Yalçındağ Abdullah Gül Laurence Parisot François Fillon

### La coopération franco-turque pour garantir la sécurité énergétique

Le sujet de la sécurité énergétique et de la dépendance face aux pays producteurs – Arabie Saoudite, Iran, Irak pour le pétrole et Russie pour le gaz – concerne tout aussi bien la France que la Turquie. Fatih Birol, économiste en chef à l'Agence internationale de l'énergie, a souligné que pour la Turquie, une « révolution énergétique était nécessaire », notamment en ce qui concerne la production d'électricité. La France produit son électricité grâce au nucléaire alors que la Turquie peine dans ce domaine. M. Birol a donc proposé que la France, dotée de la technologie nucléaire, vienne en aide à la Turquie. Cette dernière étant au carrefour des pays producteurs d'énergie, la France trouverait un allié de poids pour sa sécurité énergétique future. D'autant que selon Olivier Lavoine, président de RTE international (gestionnaire du réseau de transport d'électricité, ndlr), la collaboration entre les deux pays a déjà commencé. « En 2006, nous avons signé un contrat de jumelage avec TEIAS [l'équivalent turc de RTE] pour permettre de créer un vrai marché de l'électricité en Turquie », a-t-il expliqué. Son second objectif pourrait également être de bon augure pour la Turquie : « Nous souhaitons arrimer en 2011 le réseau turc au réseau européen pour qu'il tourne à la même vitesse que celui des pays d'Europe. Par ailleurs, nous envisageons de créer une 'boucle méditerranéenne' qui irait du Maghreb à la Turquie afin de créer un marché de l'électricité euro-méditerranéen », a-t-il annoncé. Aussi, la nécessité mutuelle de collaboration dans le secteur de l'énergie va d'elle-même. Arnaud Breuillac, haut responsable chez Total, a même présenté la Turquie comme le pays de transit énergétique par excellence : « Le gazoduc BTC et l'oléoduc BTE passent par le sol turc. Les projets de futurs gazoducs ambitionnent presque tous de transiter par la Turquie. Ce pays est sans conteste le point de passage obligé si l'Europe veut accéder aux ressources des pays de la Caspienne ». Là dessus, M. Birol n'a pu s'empêcher d'être visionnaire : « Lorsque l'on parle de pays producteurs de gaz, on pense à la Russie, pour le pétrole, on pense à l'Arabie Saoudite, pour la consommation, on parle des États-Unis et de la Chine et bientôt pour le corridor énergétique, on ne parlera plus que de la Turquie ».

### Le futur de la coopération franco-turque se trouve dans l'innovation

Entre la table ronde sur la sécurité énergétique et celle portant sur l'innovation, les intervenants ont trouvé un bon sujet de transition : le développement durable. « Il faudra profiter de la nécessité du développement durable pour innover » a lancé Pierre Simon, le président de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris ainsi que des Eurochambres à Bruxelles. L'un des directeurs délégués d'EADS, Denis Verret, a quant à lui



développé le partenariat mis en œuvre entre son groupe et la Turquie dans le domaine aéronautique. « Nous avons choisi la Turquie pour la fabrication d'une pièce maîtresse du futur A350 : l'aileron ». Il s'agit d'un potentiel de développement énorme pour la Turquie », a-t-il souligné. Par la suite, la compagnie aérienne Turkish Airlines devra choisir de doter sa flotte commerciale de longs courriers d'Airbus A350 ou de Boeing 737, le but étant de faire préférer à la compagnie les avions français plutôt que les américains. Metin Salt, Vice président chez Vestel Group, a proposé de miser sur la recherche et le développement en puisant « dans les fonds du septième programme cadre [de recherche et de développement technologique] de l'UE » (7e PC). Par ailleurs, il préconise que « les capitaux à risques [servant à financer des projets de recherche, ndlr] puissent circuler librement en Europe et vers la Turquie en faveur de l'innovation ».

### « Une position clé au sein du G20 »

La réunion s'est terminée sur la note d'espoir des deux ministres de l'économie de France et de Turquie, Christine Lagarde et Ali Babacan. « Je voudrais que l'on s'intéresse au chiffre 20, qui est la symbolique des relations entre la France et la Turquie. Vingt, parce que la Turquie est membre à part entière du G20 et qu'elle peut à ce titre faire entendre sa voix ainsi que la voix d'autres pays qui ne font pas partie du G20. Et vingt aussi parce qu'au cours des vingt dernières années, la présence française en Turquie a été multipliée par... vingt », a mis en lumière Mme Lagarde. Son homologue turc a, de son côté, valorisé l'économie turque dans le contexte du G20 : « La Turquie a une position clé au sein du G20 car le système financier du pays – retravaillé par les réformes économiques qui ont eu lieu entre 2002 et 2005 – nous a permis de sortir de la crise très rapidement. De surcroît, l'État n'a pas eu besoin de vider ses caisses pour aider les banques. Seules les exportations ont vraiment été impactées par la crise. Mais selon l'OCDE, la Turquie sera l'une des économies qui aura la meilleure reprise après le séisme économique ». Une manière d'inciter les chefs d'entreprises français conviés à cette réunion à aller prospecter au plus vite du côté de la Turquie.

\* Marine Deneufbourg

# Quand Euronews lance sa version turque, c'est la Turquie qui se rapproche un peu plus de l'Europe

« En 2003, j'ai effectué ma première visite à Ankara lors d'une réunion de travail avec le directeur général de la Radio et Télévision turque (TRT), à qui j'ai proposé ce partenariat », nous indique M. Cayla. Pourtant, le processus de négociation a connu à ses débuts quelques déconvenues. A la TRT, on exigeait une relecture des scripts avant diffusion, demande irrecevable pour la chaîne européenne. « Nous leur avons expliqué que nous ne fonctionnions pas ainsi. Mais cela ne les a pas empêchés en 2006 de réitérer certaines exigences en demandant cette fois-ci à ce que la Turquie choisisse elle-même les journalistes turcs d'Euronews. « Là aussi, notre fermeté les a découragés de persister dans cette demande inappropriée à la politique générale d'Euronews », nous livre le directeur de la chaîne. C'est ainsi qu'après six années de négociations, le 27 février 2009, l'accord entre Euronews et la TRT a enfin pu voir le jour. Cet accord prévoit un partenariat initial de cinq ans – évidemment renouvelable – entre les deux entités médiatiques. Une véritable chance pour la TRT qui, de surcroît, a vu son capital au sein de la chaîne paneuropéenne augmenter à hauteur de 16%, ce qui en fait le quatrième actionnaire d'Euronews. « Nous leur avons également offert deux sièges au sein du conseil de surveillance, où se prennent les décisions stratégiques », renchérit M. Cayla. Une manière de montrer à la Turquie qu'elle a toute sa place dans l'Europe médiatique.

« Stratégiquement, Euronews est une chaîne internationale et multilingue. Au départ, nous avons cinq langues européennes à proposer, avant que le russe ne devienne la sixième langue d'Euronews et la première non-européenne », nous explique le président d'Euronews. « Puis nous en sommes venus à l'arabe, langue pour laquelle nous avons bénéficié d'une aide de la commission européenne étant donné le fait que les pays arabes n'étaient pas en mesure de financer

le projet. Et c'est au cours de cette période que l'idée de faire la même chose avec la langue turque a traversé mon esprit », continue-t-il. Les pays arabes ayant leur place au sein d'Euronews, la Turquie a jugé elle aussi qu'elle devait y laisser son empreinte. Et sa motivation à intégrer le panel des langues d'Euronews lui a permis de débloquer les fonds nécessaires à la mise en place du projet, sans faire appel à une aide extérieure. « De toute façon, il aurait été mal vu que la Turquie fasse appel à une aide de la Commission du fait de son statut de candidat à l'entrée dans l'Union européenne », nous fait remarquer Philippe Cayla. Néanmoins, Bruxelles a soutenu le projet et l'a fait valoir comme un gage d'avancée de la part de la Turquie sur son chemin vers l'UE.

## La première chaîne internationale en langue turque

La Turquie aura donc, grâce à ce partenariat prestigieux, sa première chaîne internationale en turc. Un succès se dessine ainsi à l'horizon pour la TRT qui tirera également bénéfice du format atypique de la chaîne. « Euronews possède un format très compétitif puisque nous n'avons pas d'argent à dépenser pour les présentateurs, inexistants sur notre chaîne. Le principe repose purement et simplement sur les images, diffusées partout dans le monde et synchronisées avec des commentaires dans les différentes langues proposées par Euronews », détaille M. Cayla. Les journalistes turcs qui seront recrutés par la chaîne devront, en plus d'une maîtrise parfaite de leur langue, connaître au moins l'anglais et si possible le français. De plus, leurs connaissances en politique internationale seront primordiales pour la qualité de leur travail chez Euronews. « En tout, l'équipe turque sera composée d'une trentaine de journalistes », ajoute-t-il.

Bien que devenant un actionnaire majoritaire au sein de la chaîne, la TRT n'aura pas le monopole de la décision quand aux sujets

diffusés et au traitement de l'actualité. « L'actualité est l'actualité, aucun pays ne peut se l'approprier », affirme Philippe Cayla avant d'ajouter : « En ce qui concerne les reportages ou les magazines, la TRT comme les actionnaires des autres pays pourront avoir leur mot à dire. L'idéal étant que chaque pays y trouve son compte, tout en respectant le principe établi qu'un actionnaire peut toujours suggérer mais jamais imposer ». Il s'agit donc d'un jeu d'influence au sein de la rédaction qui doit se combiner avec un équilibre interne. « Les journalistes des différentes langues ont à commenter les mêmes images, auxquelles ils peuvent bien entendu adapter leur scripte. Mais nous aurons aussi des équipes volantes qui pourront effectuer leurs propres reportages et interviews, ce qui leur laissera la possibilité de mettre en avant les sujets de leur pays », nous annonce M. Cayla. Un moyen de concilier neutralité de l'actualité et intérêt des pays actionnaires.

Euronews en turc sera diffusée partout où il y aura des Turcs soit en Turquie, dans les pays turcophones d'Asie centrale, mais également dans les pays d'Europe et du monde entier, où une importante communauté turque est présente. En revanche, la version turque d'Euronews, bien que systématiquement diffusée par les offres satellitaires, ne sera pas forcément disponible avec les offres numériques de type ADSL. Dans ce cas, ce sont les organisations turques ou les représentants des communautés qui devront faire pression pour demander à recevoir la chaîne dans leur langue par d'autres modes de diffusion que la télévision par satellite. Chose qui devrait se produire si le succès de la chaîne est constaté en Turquie.

Le soutien politique en Turquie a favorisé la mise en place d'Euronews en langue turque. Le président de la République, Abdullah Gül, apprécie la chaîne à laquelle il a déjà accordé plusieurs interviews. Recep Tayyip Erdoğan, premier ministre turc et



Philippe Cayla

européen convaincu, a lui aussi soutenu le projet commun entre la TRT et Euronews. Mais Philippe Cayla a également évoqué le nom du négociateur en chef avec l'UE, M. Egemen Bagis, pour son rôle actif au sein de ce projet. Ce dernier soutien est évidemment stratégique étant donné qu'Euronews en langue turque sera « un instrument d'intégration puissant » pour la Turquie, comme le souligne très justement M. Cayla.

En janvier 2010, le lancement officiel de la chaîne en turc se concrétisera enfin. « Le lancement se fera probablement à Ankara ou Istanbul, bien que mon choix personnel se tourne évidemment vers la capitale économique du pays, Istanbul », nous confie le directeur d'Euronews. « Et il se peut qu'un deuxième lancement ait lieu à Berlin pour la communauté turque d'Europe », nous annonce-t-il ensuite.

« Mon ambition est d'aller jusqu'à seize langues. J'envisage après le turc, de lancer Euronews en farsi. Puis le grec et le roumain devraient suivre pour compléter la liste des langues européennes. Enfin je pense aller plus loin en développant la chaîne en hindi et en mandarin. Lorsque nous aurons les seize langues que j'ambitionne, la quasi-totalité du monde entier pourra nous comprendre ! Ce sera d'autant plus fabuleux que nous serons les premiers à faire cela », nous indique Philippe Cayla. Les prochaines étapes d'Euronews se profilent donc déjà à l'horizon tout comme celles de la Turquie qui, après la conquête d'un pilier de l'Europe médiatique, entrevoit celle de l'Europe toute entière.

\* Mireille Sadège et Marine Deneufbourg

## Le Porsche Cayman ressort de l'abîme



\* Daniel Latif

Au premier regard, le Porsche Cayman intrigue et surprend. Ses traits imposants font penser à une mutation de la Boxster et ses formes athlétiques rappellent la 911 Carrera. Cette métamorphose démarque le Cayman, désormais équipé d'un

moteur en position centrale, ce qui améliore l'équilibre et l'agilité du véhicule, mais cette nouvelle génération reste toutefois fidèle à la réputation de la marque de Zuffenhausen. J'approche avec prudence de la créature qui sommeille dans la concession de Boulogne. Son allure est considérable et la ressemblance avec un prédateur — de la classe des reptiles, plus exactement de l'ordre des crocodiliens — est plus que troublante.

Je tourne la clé de contact, le moteur s'élançe et laisse entendre son rugissement grave et puissant. Dès les premiers mètres, la symphonie envoûtante du moteur 2,9 litres me transporte. Avec une puissance de 265 chevaux, le Cayman 987 II, abat le 0 à 100 km/h

en 5,7 secondes grâce à la boîte à double embrayage PDK, qui propose une transmission à 7 rapports, disponible en option. Cette boîte robotisée permet un passage des rapports ultra rapide et sans rupture de traction pour une conduite plus sereine, de meilleures accélérations ainsi qu'une réduction de la consommation.

Passage incontournable, pour ne pas dire obligatoire, dans le quartier latin que je chéris particulièrement. Je fus frappé de voir que le Panthéon, les charmes de la rue Mouffetard ainsi que le Jardin du Luxembourg n'avaient guère de succès auprès des touristes et des passants lors de mes apparitions... Assis dans une auto très confortable, avec des sièges aspirants qui contribuent à l'aisance de la conduite lors de longs trajets, bercé par une généreuse mélodie qui résonne sur les pavés et les façades extérieures, je redécouvre ce lieu pittoresque.

La surprise est d'autant plus agréable lorsque les piétons refusent de traverser et insistent pour que vous passiez afin d'admirer le Cayman. « Ah ! Tiens chérie, regarde,

c'est la Porsche Cayman, celle que j'aimerais avoir » lance un motocycliste à sa femme assise derrière lui. Cette dernière acquiesce, peut-être vient-elle de trouver une idée pour le prochain cadeau de Noël ?

Après cette flânerie dans le vieux Paris, je prends la direction de l'autoroute. L'excellente tenue de route vient s'ajouter au confort remarquable, je décide alors de tester la conduite en mode manuel. Au fil des kilomètres, je passe les rapports par le biais des palettes, le changement de rapports rapide et précis se fait sans à-coups. Une pression sur la pédale de l'accélérateur, le moteur vrombit et on est immédiatement collé au siège... Le paysage défile — le plaisir est immense, on en oublie la contrainte et l'ennui des longues routes — jusqu'à ce que je me rende compte que j'arrive bientôt en Bourgogne. Notons, au passage, que la consommation d'essence reste correcte pour un véhicule de ce type. Je fais demi-tour, j'entends gronder et ce n'est pas « mon » Cayman mais le ciel qui devient



rapidement très menaçant... Je m'apprête à faire mon retour sur Paris dans des conditions extrêmes : des bourrasques s'abattent sur la route en très peu de temps, la pluie est tellement violente que je ne vois pas au-delà de 10 mètres. Malgré ces conditions climatiques exceptionnellement rudes le Porsche Cayman reste toujours aussi agile, précis et conserve une tenue de route irréprochable même lors de fortes intempéries.

Me voici de retour à Paris, la tourmente est passée, le *Paris by night* est calme et vide. La tempête semble avoir tout balayé sur son passage... sauf le Cayman qui — étrangement comme son homonyme le Caïman noir — ne craint pas les zones inondées et continue toujours en se carrant à travers les contrées par tous les temps.

Merci à Porsche France  
122, Avenue du Général Leclerc  
92514 Boulogne-Billancourt  
\* Daniel Latif

## Lancer de chaussure au FMI : la lutte contre l'impérialisme continue !

En quelques heures, les images de l'événement ont fait le tour de la planète. Le 1er octobre, à l'université Bilgi, à Istanbul, alors que Dominique Strauss-Kahn donne une conférence à des étudiants, un jeune homme lui lance une chaussure en criant : « FMI, va-t-en de Turquie ! ». Il est bien sûr expulsé de la salle séance tenante, mais est depuis lors assailli par les journalistes turcs et étrangers. Ce jeune homme, c'est Selçuk Özbek. Nous l'avons rencontré dans les bureaux du journal Birgün, où il travaille.

Ces jours-ci, votre visage apparaît dans tous les journaux et sur toutes les chaînes de télévision ; cependant, peu savent vraiment qui vous êtes. Pouvez-vous présenter ?

Je suis étudiant en science politique, et parallèlement à cela, je suis journaliste à plein temps au journal Birgün, où je m'occupe surtout de la partie traitant de la politique.

Votre geste avait-il été préparé ?

Bien sûr. Une manifestation avait été préparée à l'extérieur de l'université, mais personne

n'avait pu entrer à l'intérieur, à cause des mesures de sécurité. Seul un petit groupe a pu s'introduire

dans la salle, dont moi. Nous avons aussi une grande banderole, que nous n'avons pas pu déployer. Mais moi, j'ai eu le temps de lancer ma chaussure !

Quelles sont les conséquences de votre geste ? Tout d'abord, je suis très fier de mon geste, et je suis très soutenu, notamment par les partis et les organisations de gauche de la Turquie. L'opinion publique est avec moi, et je sais que beaucoup de gens rêvaient de faire ce que j'ai fait.

La plupart des journaux ont écrit beaucoup de choses fausses sur mon compte, notamment que le journal Birgün voulait faire un coup médiatique. Mais c'était bel et bien un geste personnel, le geste d'un anti-impérialiste.

Je ne pense pas que mon geste change quoi que ce soit aux décisions politiques qui seront prises lors du congrès du FMI. En revanche, si l'opinion publique turque soutient ce genre de protestations, et plus largement les manifestations contre cette organisation, il est possible que quelque chose se passe au niveau du gouvernement turc.

Mon geste n'était pas une protestation individuelle, je fais partie d'une jeune organisation qui tente de rassembler la jeunesse contre le capitalisme et l'impérialisme.

Mais la chaussure que vous avez lancée était de marque Nike ; n'est-ce pas un peu contradictoire avec votre lutte contre le capitalisme ?

En fait, ce n'était pas une vraie, c'était une chaussure contrefaite ; il y a beaucoup de ce genre de produits en Turquie. Pour être franc, je les préfère de beaucoup à leurs originaux ! (rires)

\* Propos recueillis par Anaïs Korkut et Camille Longépé

## Un protocole porteur d'avenir pour les relations turco-arméniennes (Suite de la page 1)

Au vu de l'actualité, il semble intéressant d'aborder avec lui la question de l'adhésion à l'UE et de s'attarder sur le processus de démocratisation qui est en marche en Turquie, ainsi que sur la normalisation des relations turco-arméniennes.

Que pensez-vous de la proposition de certains pays membres de l'Union Européenne de remplacer l'adhésion pleine et entière de la Turquie par un partenariat privilégié ?

Pour pouvoir penser quelque chose, il faut savoir de quoi il s'agit, et comme ceux qui proposent ce partenariat ne disent pas en quoi il consiste, je n'en pense rien.

La Turquie fait partie de l'union douanière, elle a des échanges économiques relativement poussés avec l'UE, elle fait partie de la plupart des institutions européennes. Qu'est-ce que ce partenariat ajoutera de plus par rapport à une adhésion totale ?

Pour moi, ce terme est un leurre pour dévier l'attention.

Peut-on dire que les négociations avec l'UE ont permis de lancer un processus de démocratisation en Turquie ?

Elles ont aidé et accéléré ce processus, sans hésitation.

Depuis 1999 et l'acceptation de la candidature de la Turquie, il y a eu effectivement un vrai bond en avant de la démocratie. Cette dynamique est grippée depuis quelques années. Mais ces derniers temps, sur la question kurde, sur la question arménienne, il y a des choses qui se passent, des projets en tout cas. Ce qui permet d'espérer que ces problèmes pourraient être réglés dans un avenir proche.

Êtes-vous confiant sur l'avenir des relations entre la Turquie avec l'Arménie, notamment après la signature du protocole de normalisation le 10 octobre dernier ?

Bien sûr, je voudrais l'être, mais il ne faut pas

être trop optimiste. Il faut que les protocoles soient ratifiés par les parlements dans les deux pays, ce qui ne sera pas chose facile.

Du côté arménien, il y a une crainte de voir brader la demande de reconnaissance du génocide, en contrepartie de la normalisation.

Il y a de vraies inquiétudes parmi la diaspora mais aussi parmi la population d'Arménie.

Du côté turc, le gouvernement doit convaincre le Parlement et une partie de ses députés que la signature n'est pas une trahison, un abandon de l'allié principal qu'est l'Azerbaïdjan. Bien que dans le protocole, la question du Haut-Karabakh n'apparaît pas comme préalable pour l'ouverture des relations, pour la Turquie ce préalable existe indirectement.

Quelle serait la raison principale de ce rapprochement ? Faire bonne figure auprès de l'UE ? Une raison stratégique pour acquérir un certain contrôle sur le Sud Caucase ? Ou alors une volonté de mettre fin au froid qu'il y a entre les pays depuis plusieurs années ?

Je crois que ce sont les trois à la fois. Si c'était une seule de ces raisons, cela n'aurait pas pu se réaliser. Il faut la conjonction de plusieurs facteurs. La volonté de pacifier les relations bilatérales avec les voisins, aussi bien avec la Syrie, l'Irak et l'Arménie, la volonté de sécuriser les réseaux d'oléoducs et gazoducs, la volonté américaine et russe de ne plus vivre la catastrophe vécue en Géorgie il y a un an. Il y a aussi un changement de mentalité en Turquie et en Arménie. Les gouvernements veulent sortir de ces conflits qui plombent l'avenir de chacun des deux pays.

On ne peut donc pas dire que tel facteur est le principal. Il se trouve qu'aujourd'hui, tous ces facteurs coagulent dans une bonne conjoncture, ce qui n'était pas le cas avant. C'est pourquoi cette démarche a été possible.



Comment sont perçus en Turquie les massacres perpétrés sous l'Empire Ottoman contre les Arméniens ?

Il y a d'abord l'ignorance de la population. En Turquie, on a inculqué une histoire purifiée, blanchie, aseptisée. Pour la plupart des ressortissants de Turquie, ces accusations de crimes, de massacres perpétrés par le gouvernement ottoman semblent exagérées, inexactes ou partielles, c'est-à-dire que des massacres similaires auraient été effectués par les Arméniens contre les Turcs. Mais l'impact des massacres d'Arméniens est incommensurablement grave. Un peuple historique en Anatolie, très présent culturellement et économiquement, a été presque totalement rasé, et ce en l'espace de quelques décennies. Il faut que la société turque soit confrontée à cette réalité. Les autres événements ne compensent pas, ils ne peuvent pas être utilisés comme contrepoids.

Il y a donc cette ignorance d'une part, mais aussi les souvenirs des crimes terroristes commis par l'Asala [Armée Secrète Arménienne de Libération de l'Arménie] qui a été en Turquie un facteur de blocage important. Cette organisation a tué plus de 40 diplomates à travers le monde. La plupart des Turcs ont eu à se confronter au problème arménien à travers les actions terroristes de l'Asala. Pour eux la question arménienne, l'Asala, le terrorisme, tout ça est un peu amalgamé. Tout ceci continue à avoir des effets. Mais nous sommes à présent dans une phase d'échanges, de discussions, d'ouverture des dossiers. Et cette liberté de parole permettra probablement aux Turcs de faire un vrai travail de mémoire, qui n'a pas été fait jusque-là.

\* Propos recueillis par Margaux Agnès

## Nicolas Sarkozy au Kazakhstan



\* Haydar Çakmak

La visite du Président français Nicolas Sarkozy, le 6 octobre 2009, au Kazakhstan est importante non seulement pour les deux pays, mais aussi pour les pays occidentaux, comme pour les pays d'Asie centrale. Les pays occidentaux n'accordent pas l'importance nécessaire aux pays d'Asie centrale, alors qu'ils se rendent en Afrique, en Inde et en Chine. Bien que les pays d'Asie centrale aient obtenu leurs indépendances depuis 19 ans, avec le Président Sarkozy, ce n'est que la seconde visite importante que la France y aura effectuée, après celle du Président François Mitterrand en 1993.

L'attitude et la fréquence de relation des autres pays occidentaux ne sont pas très différentes. Tout en ayant de grandes richesses naturelles, les pays d'Asie centrale sont loin des marchés ayant un bon pouvoir d'achat et consommant beaucoup. N'ayant pas d'ouverture vers la mer, ces pays connaissent des problèmes pour vendre leurs produits. D'autre part, l'appétit exploiteur et les politiques impérialistes et oppressives des Russes, qui durent depuis 300 ans, a bloqué l'horizon de ces pays, en les repoussant à l'arrière-plan des relations internationales. De plus, ces pays ont également

pour voisin la Chine, un grand pays qui peut s'avérer dangereux, un pays qui consomme beaucoup, mais qui veut payer peu, qui a la possibilité et l'ambition de se mêler de leurs affaires intérieures et qui - et c'est la plus grande menace -, exporte ses citoyens, dont il dispose en grand nombre, vers les pays voisins et sous des prétextes divers.

Le Kazakhstan est un des pays les plus stables et les plus importants de la région. Durant les 19 années d'indépendance, en dépit des désavantages de la région, Nazarbaïev et son équipe ont réussi, dans une large mesure, à construire le pays, à améliorer le niveau de vie de la population, et à exploiter et vendre ses ressources naturelles. La forte personnalité de Nazarbaïev a joué un rôle important pour mettre son pays au premier plan dans les relations internationales. À partir de janvier 2009, le Kazakhstan, qui va assumer la présidence tournante de l'OSCE, accueillera 55 pays occidentaux et contribuera grandement à la promotion de ce pays, et de sa région, auprès de l'Occident.

Grâce aux accords conclus avec la France, il obtiendra la possibilité et les moyens de contribuer au développement du pays, et de vendre ses ressources naturelles, sans intermédiaire, directement à l'acheteur. Le Kazakhstan possède des produits naturels stratégiques



et de haute valeur, tels que le gaz naturel, le pétrole et l'uranium. Il possède aussi d'autres matières premières, dont la France a besoin. Et grâce à ces accords, la France, elle, diversifiera ses sources d'achat de ces mêmes matières premières, et obtiendra un champ d'action plus large. Bien que musulmans, le Kazakhstan et les autres Républiques d'origine turque se basent sur une administration contemporaine et un régime laïc. Par conséquent, les problèmes courants, que les pays occidentaux rencontrent dans les pays d'Afrique ou du Moyen-Orient, ne s'y poseront pas.

Comme indiqué ci-dessus, nous pensons que la visite de Sarkozy au Kazakhstan donnera de bons résultats. En particulier le projet de conduire le pétrole et le gaz kazaks vers la Méditerranée, à travers la ligne Bakou-Tbilissi-Ceyhan, qui sera un bon exemple pour les autres Républiques d'origine turque. Celles-ci auront la possibilité de faire parvenir leurs produits sans risque et directement aux consommateurs, et cette possibilité leur permettra de devenir plus riches et plus indépendants.

\* Prof. Dr. Haydar Çakmak

# Sizin Montmartre : la cuisine turque en plein cœur de Paris (Suite de la page 1)



Pour preuve, nous nous sommes rendues en plein cœur du Paris traditionnel afin d'y découvrir un restaurant de cuisine turque, elle aussi traditionnelle : Sizin Montmartre. Ouvert en juin dernier, ce lieu nous emmène à la découverte des saveurs et des spécialités turques. Sa patronne, Zehra Merdan, nous a accueillies telle une maîtresse de maison qui reçoit chez elle ses amis à dîner. « J'aime le contact avec les gens, j'aime discuter avec eux et apprendre à les connaître », nous dévoile-t-elle. Son sens du contact et de l'accueil est d'ailleurs l'une des promesses de réussite de ce nouveau lieu de dégustation à Paris.

Situé rue du Faubourg Montmartre (Paris 9e), ce restaurant se trouve entre le boulevard Haussman et les Grands Boulevards et à deux pas de l'Opéra Garnier et du quartier Drouot. Les touristes étrangers, les Turcs de

passages et les Français curieux forment déjà la clientèle éclectique de ce nouveau restaurant. Par ailleurs, un réel esprit de quartier règne tout autour. Différentes communautés s'y côtoient : des Turcs, des Iraniens et des Juifs pour l'essentiel. « Cet endroit ressemble à certains quartiers d'Istanbul ou d'Izmir. Tout le monde se connaît et s'entraide car ici, la solidarité est une valeur centrale », nous explique Zehra Merdan. Elle nous raconte que le bouche-à-oreille y fonctionne très bien, qu'un commerçant qui découvre le restaurant près de chez lui va y envoyer ses clients. Et la qualité de l'accueil offert par Zehra Merdan s'ajoute à celle des plats préparés pour créer un lien immuable entre les clients et ce restaurant authentique. « Pour moi, un client est comme un ami que j'invite à dîner chez moi et à qui je veux faire découvrir les spécialités de mon pays », nous confie-t-elle.

Lorsqu'on lui demande comment elle en est venue à faire de la cuisine son métier, transparaît encore une fois sa passion pour la réception et pour l'hospitalité qui caractérise si bien les Turcs. Et cela fait plus de douze ans qu'elle a fait de cette passion son métier.



En France, le restaurant Sizin Montmartre est une exception. Nous le disions, les restaurants turcs qui s'y sont développés ne représentent pas la vraie cuisine turque, celle héritée de l'Empire ottoman et des régions phares de la Turquie. Zehra Merdan vient d'Izmir et c'est tout naturellement qu'elle s'est intéressée à la cuisine de sa région, que sa mère et sa grand-mère pratiquaient elles-mêmes. « Du côté d'Izmir, les plats à l'huile d'olive sont une spécialité », nous apprend-elle. En ouvrant le menu, on y découvre des plats à base d'aubergines, de courgettes séchées, de poivrons, de fèves ou encore d'artichauts. Les matières premières sont parfois importées directement de Turquie afin de préserver le goût et la qualité des produits

qui s'y trouvent. Les Baklava, les coings et les figes séchées composent quant à eux la carte des desserts.

Pour notre part, nous y avons dégusté un mezza – mélange de tarama, d'aubergines cuisinées, de champignons assaisonnés, de yaourt préparé, etc. – sur des morceaux de pain cuit et chauffé, accompagné d'une entrée d'aubergines farcies aux légumes. Le börek – pâ-



tisserie salée fourrée au fromage – était lui aussi inévitable. Puis nous nous sommes laissées tenter par un hukari begendi – grillades d'agneau à la crème d'aubergine –, bien que nous aurions également pu tester les nouvelles spécialités de poisson à base de dorade, de bar ou de sardine que propose aussi Sizin Montmartre. Le choix ne manque évidemment pas dans ce nouveau lieu parisien de la gastronomie turque. De quoi éveiller les papilles des curieux et des gourmands de France, de Turquie et d'ailleurs.

## **Sizin Montmartre**

*Gastronomie Turque*

45 rue du Faubourg Montmartre

75009 Paris

01 53 34 68 62

\* Marine Deneufbourg

# La politique extérieure turque n'a jamais été aussi... (Suite de la page 1)

Le ressac semblait rappeler le rythme d'un orchestre avec des montées périodiques. C'est comme si, avec sa baguette magique, un chef d'orchestre caché dirigeait l'exaltation des eaux écumeuses, arrivant de la mer profonde et bleue pour fouetter les rives.

Le dimanche 27 septembre, à notre descente de l'avion, l'île nous avait accueilli avec une forte averse. Le temps de franchir les cent mètres qui nous séparaient du terminal, nous étions trempés. Le chauffeur Mehmet Uzun, qui nous avait accompagné lors de notre dernière visite, nous a de nouveau accueilli à la sortie de l'aéroport et nous a conduit dans le même hôtel qu'il y a deux ans.

Ce que nous avons observé de plus évident sur l'île, c'est l'approche positive que chacun avait de l'ouverture de la politique extérieure turque.

Au moment même où nous arrivions à Chypre, à New York, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan en était à son dernier jour de travaux au sein du Conseil générale des Nations Unies. À la conférence de presse qu'il avait organisé à l'hôtel The Plaza, il abordait la question iranienne : « Maintenant, l'attention du monde est braquée sur l'Iran, pour le seul motif de l'arme nucléaire. Pourquoi pas, mais quid des autres pays qui possèdent également cette arme ? Eux aussi devraient être pointés du doigt. Il me semble donc qu'il y a là une injustice. Il faut que ces pays qui possèdent l'arme nucléaire fassent eux-même des démarches. Car, lorsqu'on veut poser un interdit, il faut commencer par le respecter soi-même. On ne peut pas exiger d'un pays qu'il renonce au nucléaire quand on refuse soi-même de se remettre en question. »

Qu'en pensez-vous ? Le Premier ministre

a-t-il tort ? Nous, nous sommes d'accord avec le Premier ministre. Quelle est donc cette sensibilité qu'affichent les pays qui possèdent la technologie nucléaire ? Si elle est nuisible, elle l'est pour tous.

Qualifiant les éventuelles démarches d'attaque contre les installations nucléaires de l'Iran de « très grave erreur » et « de folie », M. Erdoğan a implicitement critiqué l'attaque américaine contre l'Irak : il n'y a pas que ceux qui commettraient la folie d'une attaque contre l'Iran qui en subiraient les conséquences. Voyez ce qui se passe en Irak. Cela doit nous servir de leçon. Demandons-nous ce que nous avons résolu en Irak. Je dirai, pour ma part, qu'un pays, qu'une civilisation se sont écroulés, et que plus d'un million de personnes ont trouvé la mort.

Entre-temps, nous ne devons pas oublier la visite que le chef de l'Etat syrien Bashar Al Assad a rendu le 16 septembre à la Turquie. Cette action d'apparence spontanée du Premier Ministre Erdoğan a été en fait bien réfléchi et planifiée. La levée réciproque du visa entre les deux est le signe qu'une page est définitivement tournée dans la politique extérieure turque. Désormais, celle-ci ne reçoit plus son élan de l'extérieur, comme l'affirment certains, elle est élaborée à Ankara, puis y est appliquée. Peut-être que c'était déjà le cas auparavant, mais maintenant toutes les idées sont courageusement mises en œuvre. Tout cela en tenant compte, bien sûr, de la conjoncture mondiale, et de l'équilibre des forces. Les propos du Premier ministre sur l'Iran, la levée du visa avec la



Hervé Magro

Syrie, suivie des signatures de protocoles avec l'Arménie, rien de tout cela ne relève de déclarations ou d'une série de décisions hasardeuses.

On considère comme le dernier maillon de cette chaîne de réussite le fait que, après le protocole signé le 12 octobre en Suisse, le président de la République arménienne, Serge Sarkissian, visite la Turquie pour suivre la rencontre nationale de football, à Bursa.

En bref, conformément à la politique du « zéro problème » du ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu, la Turquie mène une politique de « grand État » sans problème et prestigieuse, non pas seulement dans sa région, mais partout dans le monde.<sup>1</sup> Ainsi, par ses actions de politique extérieure en septembre et octobre, la Turquie a su s'inscrire dans l'Histoire.

D'ailleurs, le monde des affaires a également célébré cette réussite début octobre. Dans son allocution du 1er octobre, à la réunion du Conseil supérieur

de l'association des Industriels et hommes d'affaires turcs (TUSIAD), le président du Conseil, Mustafa Koç indiquait sa satisfaction de l'ouverture récente de la politique extérieure du gouvernement envers les pays voisins : « Le TUSIAD, pendant des années, a critiqué le fait que la Turquie ait des problèmes avec tous ses voisins. C'est pourquoi, nous sommes satisfaits de voir que des décennies plus tard, pour la première fois, des démarches sont faites sur nos problèmes chroniques de la politique extérieure. »

Finalement, nous ne pouvons manquer de mentionner que le 9 octobre, le vainqueur des élections anticipées grecques du 4 octobre, Yorgo Papandreu, a effectué sa première visite à l'étranger en Turquie. Le Premier ministre grec a visité le patriarcat orthodoxe grec de Phanar où il s'est entretenu avec le Patriarche Bartholomée, après quoi il a rendu visite au Premier ministre.

Pour ne rien oublier, je vérifie encore une fois mes notes. Je ne peux pas ne pas me souvenir de la rencontre que le nouveau Consul général français, M. Hervé Magro, récemment nommé à Istanbul, a organisé pour les journalistes. J'ai ainsi eu l'opportunité de mieux le connaître. C'est un diplomate au-delà de l'image classique du consul général, que nous connaissons. À la fin de cette rencontre, j'étais convaincu que ce diplomate, qui parle le turc et qui connaît la Turquie et son travail, expérimenté et modeste, fera un travail d'équipe complet avec l'ambassadeur Bernard Emié, et que notre journal qui est la seule publication en français de la Turquie sera davantage soutenu par ce duo.

Désormais, dans notre région, comme dans le monde, la Turquie a droit de parole, qu'on se le dise.

Note : Nous avons appris entre-temps que le Président de la République Abdullah Gül pensait que le chef de file des partis d'opposition devait également participer au Conseil national de sécurité. Vous vous en souviendrez, nous avons abordé cette question dans notre précédent article. Cette idée de Gül est réellement un grand progrès pour un régime démocratique pluraliste.

<sup>1</sup> Nous voudrions remercier encore une fois notre ministre des Affaires étrangères pour sa courtoise invitation.

\* Dr. Hüseyin Latif, Directeur de la publication

# Babür Kuzucuoğlu : un esprit dilettante entre Paris et İstanbul

*C'est au détour d'une pause café à Haci Bekir à Kadiköy que nous avons fait la connaissance de Babür Kuzucuoğlu, alors qu'il lisait Aujourd'hui la Turquie. Voici ce dont nous avons parlé avec ce franco-turc et de surcroît poète, traducteur et mélomane.*

**Vous donnez l'impression d'avoir eu une vie bien remplie. Pouvez-vous nous en dire plus sur votre jeunesse et vos études ?**

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, je n'ai pas été dans un lycée francophone. J'ai appris le français par le biais de mes lectures, et cet apprentissage autodidacte s'est consolidé lorsque je suis entré à l'université, pour y apprendre la philologie en français. J'ai ensuite intégré une école de journalisme turque avant de partir à Paris afin de poursuivre des études de sociologie à l'université de Vincennes, à l'époque où elle représentait encore l'héritage de Mai 68. Je suis donc arrivé à Paris en 1975, et j'en ai alors fait mon lieu de résidence principal.

Si j'ai pu partir en France, c'est grâce à Stéphane Yerasimos, ancien directeur de l'Institut français des Études Anatoliennes (IFEA) et auteur de nombreux ouvrages sur İstanbul et son histoire. Il a en effet accepté ma traduction d'un de ses textes, qui traitait de la Turquie de les processus d'aide au développement, et c'est avec le salaire qu'il m'a octroyé que j'ai pu m'installer à Paris, et étudier à Vincennes, dont il était l'un des professeurs.

**Vous avez donc commencé votre travail de traducteur assez tôt. Parlez-nous un peu plus de vos nombreuses activités.**

Jusqu'à vingt-quatre ans, on me considérait comme un poète ; pour ma part, je n'en crois rien. Je pense plutôt m'être promené devant la porte de la poésie, et n'en avoir jamais franchi le seuil. En revanche, j'ai beaucoup aimé la traduction de poèmes. Je travaillais ainsi : j'en étudiais un pendant plusieurs jours, je le lisais et le relisais afin de m'en imprégner, puis je n'y touchais plus pendant plusieurs mois ; j'y revenais ensuite pour mieux le retravailler et

corriger ce qui ne me plaisait pas. D'ailleurs, si j'arrive à être satisfait de mon travail, il est possible qu'un recueil de mes traductions poétiques soit publié bientôt.

J'ai aussi traduit des articles, des essais, mais également quelques œuvres littéraires. J'ai traduit des romans d'André Gide, d'André Malraux, mais de Ludovic Halévy, et en mars 2009, j'ai traduit le roman d'Honoré de Balzac, Une Fille d'Eve (en turc, Bir Havva Kızı), paru aux éditions Is Bankasi. Ce n'est pas une œuvre très connue, mais elle est intéressante du fait que c'est en quelque sorte l'ouvrage précurseur de la Comédie Humaine : Balzac y décrit pour la première fois des personnages qui deviendront récurrents dans son célèbre cycle littéraire.

Mais j'ai aussi écrit mes propres ouvrages. Il y a quelques années, j'ai écrit un livre en turc. Son titre signifie les reflets de Turquie à Paris. J'ai essayé de présenter toutes les traces qu'avaient laissés les Turcs en France, et je

suis remonté jusqu'aux Juifs qui, à l'époque de l'Empire Ottoman, sont venus de Salonique pour s'installer dans la ville-lumière. La grande majorité d'entre eux ont été exterminés sous l'Occupation, pendant la Seconde Guerre Mondiale. J'ai ainsi appris que dans l'immeuble voisin du mien vivait une femme juive âgée de deux ans de plus que moi qui a été envoyée dans le camp d'Auschwitz. Ce livre n'est pas organisé de façon chronologique, loin de là. Chaque chapitre s'attache à décrire un profil, celui d'une personne en particulier, celui d'un groupe, d'un lieu ou bien d'un moment. Je parle par exemple des dönerci, ces vendeurs de ce qu'on appelle communément les kebabs ; en effet, ces personnes transmettent quelque chose de la cuisine populaire turque. Cependant, ce livre n'a presque pas eu d'impact sur le lectorat de Turquie, malgré une quinzaine d'articles et deux émissions télévisées à son propos. Par contre, il a été très apprécié au sein de la petite communauté intellectuelle turque vivant en France. Lors d'une interview pour la chaîne télévisée Arc-

en-ciel, la journaliste, d'origine turque, m'a déclaré : « dans ce livre, nous nous sommes trouvés nous-mêmes ».

J'ai également écrit très récemment un ouvrage sur la vie et l'art d'Ismail Yıldırım, un artiste peintre et sculpteur turc qui va bientôt organiser une rétrospective de ses œuvres, à la Cité des Arts, dans le Marais. C'est lui qui m'a commandé ce livre, qui mêle la biographie de l'artiste à une sorte de catalogue de ses œuvres.

**Cela fait maintenant trente-deux ans que vous vivez à Paris. Pouvez-vous parler de votre mode de vie assez original ?**

En effet, depuis plus de trente ans, je vis toujours dans le même appartement, à Montmartre. En fait, je paye un loyer dit de 1948 : après-guerre, beaucoup de gens ont voulu venir s'installer à Paris, et les loyers ont connu une augmentation très importante. Le gouvernement socialo-communiste de l'époque a donc

promulgué une loi permettant à l'État de fixer le loyer d'un certain nombre de logements. Bien sûr, cette loi a depuis été abrogée, mais je conserve mon faible loyer étant donné mes droits acquis à vie. Je ne suis donc pas prêt de déménager ! J'aime Paris parce que c'est une ville sans surprise, je suis très heureux d'y vivre. Je n'ai jamais cherché

à être un Français parmi les Français, ni un Turc parmi les Français, j'ai trouvé une place bien à moi.

J'ai mes habitudes : je suis abonné au Théâtre du Nord-Ouest, rue du Faubourg-Montmartre, je vais régulièrement à des concerts de musique classique, et je vais énormément au cinéma, une chose très facile dans Paris. Je me constitue également une collection de disques classiques d'occasion, des enregistrements qu'on ne peut pas trouver à la Fnac ; j'ai déjà plus de 2 000 cd !

Je suis toujours en relation avec le monde des travailleurs et celui des intellectuels, je cherche toujours à rencontrer les gens, à tisser des liens avec eux. Et comme je n'ai pas d'obligation concernant les horaires, je me considè-

re comme un privilégié ! Quand j'étais jeune, les deux revendications principales qu'on pouvait entendre, c'était l'augmentation des salaires et l'augmentation du temps de loisir. Pour ma part, j'ai choisi la seconde, et j'ai réussi ! Je vis sans téléphone portable, sans Internet, sans permis de conduire, sans congélateur ni même de micro-ondes. Je me définis comme un véritable faignant ; d'autres, plus polis, me disent dilettante.

**Vous êtes sans aucun doute un véritable Parisien ; n'avez-vous pas gardé des liens avec la Turquie ?**

En fait, je n'ai plus beaucoup d'attaches avec la Turquie ; je ne reviens que deux mois par an à İstanbul. En avril, pour pouvoir admirer la floraison des arbres de Judée le long du Bosphore, sur les bateaux que j'affectionne tant, puis en septembre, car je considère que c'est le meilleur mois de l'année, pas seulement en Turquie, mais partout dans le monde.

Ce qui me lie encore à la Turquie, ce sont bien sûr les êtres humains, ma famille, mes amis. Pourtant, avec le temps, j'ai de plus en plus l'impression de ne les revoir qu'au moment de funérailles, autour des cercueils de personnes que j'ai connues et aimées. C'est pourquoi, depuis quelques années, j'organise une fête pour mon anniversaire, qui tombe le jour de l'an, pour être entouré des vivants.

Et puis, vivre à Paris est, d'une certaine manière, la marque de mon attachement à mon pays d'origine. La Turquie ne s'est-elle pas modernisée en prenant la France pour modèle, aussi bien politiquement que culturellement ? Et, comme vous l'avez sans doute remarqué, la langue turque est riche de milliers de mots français, même si l'orthographe diffère. Ainsi, j'ai pu remarquer que les turcs, depuis peu de temps, avaient inclus le mot kase, pour cachet dans leur vocabulaire.

**Quels sont vos projets ?**

Comme je vous l'ai dit, je suis quelqu'un de faignant, j'attends toujours qu'on me propose des projets au lieu de les imaginer moi-même. Pour le moment, je me dis que je n'ai pas de futur, que je prolonge mon présent.

\* Camille Longépé



Babür Kuzucuoğlu

## Une sélection des émissions TV5 monde Europe – Novembre 2009

### Documentaires

#### Les dernières heures du mur

Pourquoi le mur de Berlin est-il tombé le 9 novembre 1989 ? A-t-on frisé une nouvelle guerre ? En retraçant les 12 dernières heures du mur, c'est autour de ces questions que s'articule ce documentaire. Le 8 novembre à 13h50.

#### Devenir un homme, dans la bouche du Diable

Le 29 novembre à 19h00. L'heure est venue pour Wario, 11 ans, de faire ses preuves et de montrer à son père qu'il est un vrai Borana. Il doit partir sur la route du sel et entamer un périple initiatique de plus de 200 km.

### Fictions

#### Tropiques amers

Sur près de 25 ans, de 1785 à 1810, la vie dans une exploitation de canne à sucre martiniquaise et la dure lutte des esclaves pour leur liberté. Le 30 novembre à 21h00.



Réalisé par Jean-Claude Barny en 2007, avec Fatou N'Diaye, Jean-Claude Adelin

### Films

#### Les temps qui changent

Antoine est envoyé à Tanger pour superviser un chantier. Il y retrouve Cécile... Ils se sont aimés il y a trente ans, se sont quittés, et ne se sont jamais revus. Elle, s'est mariée au Maroc et a refait sa vie. Lui, n'a jamais su oublier, ni guérir. Il n'a plus qu'une idée en tête : la reconquérir... (Drame) Le 19 novembre à 21h00.

Réalisé par André Téchiné en 2004, avec Gérard Depardieu, Catherine Deneuve

#### Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil

A cause de son honnêteté professionnelle, Christian Gerber, reporter-radio, est licencié. Il prend sa revanche avec une émission dans laquelle, il ridiculise politiciens et publicistes. (Comédie) Le 22 novembre à 21h00.

Réalisé par Jean Yanne en 1972, avec Bertrand Blier, Marina Vlady

## L'hommage de l'institut français à Jacques Lacarrière

Au début du mois d'octobre, l'Institut français d'Istanbul s'est associé à plusieurs artistes pour rendre hommage à l'écrivain et grand voyageur Jacques Lacarrière, un amoureux de la Turquie qui s'est éteint en 2005. Jacques Lacarrière a écrit de nombreux livres sur la Grèce antique et moderne, sur la Syrie, l'Inde, mais surtout la Turquie, pays qu'il affectionnait particulièrement. Il avait reçu en 1991 le Grand Prix de l'académie française pour l'ensemble de son œuvre.

Ainsi, le 6 octobre a eu lieu l'inauguration d'une exposition des œuvres picturales de Ömer Kalesi, grand ami du poète. C'est au milieu de ses peintures frappantes que Monsieur le Consul M. Magro et l'écrivain Nedim Gürsel, entre autres, ont rendu hommage à Jacques Lacarrière, hommage qui s'est poursuivi le lendemain avec un récital de kanoun donné par le musicien et chef d'orchestre Julien Bernard Jaleleddin Weiss, lui aussi ami de l'écrivain français.



## L'école Dilmer : l'apprentissage du turc au cœur d'Istanbul

Lorsqu'on arrive à Istanbul et que l'on se promène dans ses différents quartiers, on est très vite frappé par l'aspect cosmopolite de la ville ; c'est encore plus flagrant lorsqu'on se rend à la préfecture de police pour demander un permis de séjour ! Istanbul, c'est aussi cela : le mélange des nationalités, des origines, des langues. Mais dans un pays où l'anglais n'est pas toujours bien compris, mieux vaut connaître quelques rudiments de turc ! Et pour aller plus loin, pourquoi ne pas se tourner vers une école de langue ?

L'école Dilmer, située à deux pas de Taksim, est tout indiquée. Elle propose des cours en petits groupes (pas plus de quatorze personnes), et à des horaires qui s'adaptent à l'emploi du temps de chacun. Cours en semaine, le soir ou bien le week-end, les étudiants comme les travailleurs y trouvent leur compte. La jeune équipe de professeurs assure des cours dynamiques, organisés par niveau, où chacun est pris en compte, pour progresser à son rythme. L'accent est mis sur l'expression orale, et chaque étudiant reçoit un recueil d'exercices



afin de ne pas relâcher l'effort entre les cours. De plus, la diversité des élèves au sein des cours de turc permet de rencontrer d'autres étrangers, et de pratiquer l'anglais avec de vrais Américains !

En plus des cours de turc, l'école de langue Dilmer propose l'apprentissage de nombreuses autres langues, du français au russe en passant par l'anglais, l'arabe, l'italien ou encore l'espagnol. Tous les enseignements suivent les normes approuvées par le Ministère de l'Éducation turc, et des certificats de niveau de langue sont attribués à la fin des sessions de cours.

Mais l'école Dilmer ne se contente pas de donner des cours de langue ; elle propose également des activités, afin de permettre une découverte culturelle d'Istanbul et ses environs. Sont ainsi organisés des pique-niques dans la forêt de Belgrade, des excursions dans Istanbul mais aussi à l'extérieur de la ville. De plus, Dilmer offre la possibilité de pratiquer des activités sportives, et organise des soirées festives. Quoi de mieux pour pratiquer une langue que de la vivre ?

\* Camille Longépé

## Maymun

MAYMUN est un groupe franco-turc installé à Lille, en France. C'est une drôle de rencontre entre deux musiciens et chanteurs touche-à-tout. Vincent a travaillé pendant un an et demi dans les bars de l'insomnique Istanbul. Il est très vite devenu turcophone, amoureux de la culture turque qu'il trouve si accueillante. Timuçin, dont les parents sont venus de Turquie dans les années 70, est professeur de kung-fu et adepte des philosophies soufi et bouddhiste. Ils ont choisi le totem maymun, 'singe' en turc, pour faire référence à leur propre animalité et se moquer d'une humanité qui a du mal à bien se comporter.

Le groupe MAYMUN est hors normes. Il jongle avec les styles et les rythmes et vous emmène loin des sentiers balisés de la scène musicale actuelle, pour un voyage merveilleusement coloré aux multiples facettes : Funk groovy pour se trémousser, reggae pour onduler, hip-hop pour rigoler. Les voix turbulentes gesticulent en français, anglais, turc... Ils n'ont de limites que le monde.

Les MAYMUN sortent leur album « Kung-Fu » le 12 octobre 2009 en France. Un album gorgé de bonnes surprises, réfléchi et soigné. Ils mélangent les styles et voyagent par la Turquie, le Japon, la Chine ou la Ja-



maïque... Sont invités des artistes hétéroclites comme un joueur de saz traditionnel turc pour la chanson 'Playin' ou un chanteur japonais pour 'Tokyo à Gogo'. L'énergique album « Kung-Fu » est à découvrir et à écouter dès maintenant sur les sites [www.maymun.fr](http://www.maymun.fr) et [www.myspace.com/maymunmuzik](http://www.myspace.com/maymunmuzik)

Après la sortie de cet album et une tournée en France et en Belgique, les deux acolytes projettent de réaliser en 2010 un album orienté exclusivement vers la Turquie. Un mélange de musiques urbaines et de gammes orientales, avec de nombreux artistes turcs invités. Et ils espèrent par la suite se produire en concert sur le sol turc. En attendant, découvrez leur univers fantasque et vitaminé. Viva Maymun !

## Jef Giansily Trio : du jazz 'multiculturel'



Le 14 novembre prochain, au lycée français Notre-Dame de Sion, se produira le groupe de jazz Jef Giansily Trio. Au piano, on entendra le français Jean-François Giansily, dit 'Jef', et l'américain Matthew Hall à la contrebasse. Enfin, on retrouvera le turc Emre Kartarı aux percussions. Ces trois musiciens, venus de trois pays différents, ont derrière eux des parcours impressionnants et internationaux. De leur rencontre à Istanbul naît une musique étonnante, dillettante et forcément réjouissante. Interac-

tions mélodiques et échanges rythmiques sont la marque de fabrique du groupe ; la forme du trio est en effet la plus propice aux enchevêtrements de notes et de lignes mélodiques. Sur leurs partitions, on trouve de nombreux morceaux classiques de jazz, mais aussi les propres compositions du pianiste. Ce trio en quelque sorte multiculturel se fera un plaisir de les interpréter, pour faire partager au public leur amour de la musique et du jazz contemporain.

## « Signes et Sens » : la compréhension de l'écrit en question



Le 6 octobre dernier s'est tenue une réception au lycée Notre-Dame de Sion, afin de clore l'ultime réunion du comité de pilotage du projet intitulé « Signes et Sens ». Ce projet réunit de nombreux partenaires à travers l'Europe, dont le CNFETP français (Centre National de Formation de l'Enseignement Technique Privé), l'Association Européenne des Enseignants - Enseignement Libre de Liège, ou encore l'Université de Bucarest. Depuis presque deux ans, des réunions sont ainsi organisées à travers tout le continent, afin de mettre sur pied les objectifs du projet, à savoir la construction d'un module de formation initiale et continue pour aider les enseignants à identifier les véritables obstacles à la compréhension lexicale, et à intégrer de nouvelles méthodes pédagogiques à même de franchir ces obstacles.

Le projet « Signes et Sens » est en fait partie d'un constat alarmant, établi par le chercheur français Alain Bentolila. D'après lui, 20% de la population européenne seraient illettrés, au sens où ces personnes seraient incapables de saisir le sens d'un texte court parlant de choses de la vie courante. De plus, 60% de cette même population devraient selon lui être considérés comme de mauvais lecteurs, c'est-à-dire éprouvant des difficultés à comprendre un texte complexe et nécessitant une certaine par d'in-

terprétation. De cela découlent de graves conséquences, d'abord pour l'individu, qui est limité dans son accès aux informations, qui se trouve en échec dans ses études et sa vie professionnelle, mais aussi pour la société, qui perd alors des travailleurs capables de s'informer et de s'adapter, mais aussi et surtout des citoyens aptes à analyser les enjeux politiques ou socio-économiques de façon lucide et critique.

L'apprentissage des codes (lettres, ponctuation...) ne pose pas de problème ; c'est bien la compréhension du sens qui est en jeu. De fait, il s'avère que bien souvent, on confond le « faire lire » avec « l'apprendre à lire », et que l'on néglige de comprendre pourquoi

telle ou telle erreur a été commise. C'est donc dans ce but que le programme « Signes et Sens » a été lancé. Depuis janvier 2007, le module de formation a été conçu, monté et mis en place. Il a été expérimenté et évalué dans de nombreux pays européens, auprès de divers enseignants dans diverses situations. La prochaine étape est celle de la diffusion de ce module à grande échelle, à l'aide de supports tels qu'Internet ou les DVD. Espérons que cette belle initiative porte ses fruits et parvienne à donner du sens aux mots de Flaubert, cités sur le site Internet du programme : « Lisez pour vivre ».

\* Camille Longépé



## Didim : la ville qui réunit la mer, le soleil et l'histoire...

Située sur la côte égéenne et rattachée à la province d'Aydın, Didim est une ville qui accueille chaque été de nombreux touristes locaux et étrangers. Didim est surtout connue pour sa plage d'Altinkum et son temple d'Apollon. Cette station balnéaire offre un climat méditerranéen avec des étés chauds et secs et des hivers doux et pluvieux. Didim – qui est située à 80 km d'Aydın, à 170 km d'Izmir, à 630 km d'Ankara et à 815 km d'Istanbul – attire les touristes également pour sa proximité avec les autres stations balnéaires comme Kuşadası qui n'est qu'à 70 km ou Bodrum, à 100 km. Étant donné que la ville de Didim ne dispose pas d'un aéroport, les touristes atterrissent alors dans l'une de ces deux villes.

Cette station balnéaire, qui s'appelait Didymaion dans l'Antiquité, a ensuite été baptisée Yeronda sous l'Empire ottoman, puis Yenihisar, pour enfin s'appeler Didim. Selon la mythologie grecque, le temple d'Apollon à Didim a été construit afin de répondre aux souhaits des peuples des environs du lac Milet et d'autres, qui étaient à la recherche de remèdes pour leurs maux et afin de connaître leur avenir. Le temple d'Apollon – construit dans la plus grande ville de Milet à Ionya – s'appelle également Didymeion. Certains chercheurs de la mythologie sont incapables de donner l'origine de cette dénomination, et d'autres affirment que cela signifie « le temple des Jumeaux », en référence aux jumeaux mythologiques, Apollon et Artémis. À la fin du XV<sup>e</sup> siècle, le temple a subi de nombreux dégâts suite au tremblement de terre et les archéologues n'ont commencé à s'y intéresser qu'après le XVIII<sup>e</sup> siècle. Durant ces dernières années, des archéologues français et allemands ont entrepris des travaux intenses sur le temple. Le Temple d'Apollon attire surtout l'attention par sa porte monumentale penchée (construite ainsi pour des raisons religieuses) et qui mesure 1 mètre 45. Selon les sources mythologiques, le peuple n'avait pas accès au temple et se réunissait pour prier autour de l'autel situé juste devant. Seuls les religieux et les augures qui vouaient un culte à Apollon pouvaient y pénétrer.



L'un des plus grands symboles de la ville de Didim est Méduse, une des trois Gorgones de la mythologie grecque. C'est la sœur des Grées, la seule à être mortelle et à détenir le pouvoir de transformer en pierre ceux qui croisent son regard. Durant la période antique, on utilisait les amphores et les peintures de Méduse dans le but de conjurer du mauvais sort les lieux et les monuments. De nombreuses légendes existent concernant Méduse, dont celle-ci : Fille de Phorcys et de Cétéo, c'est une belle jeune fille dont Poséidon s'éprend. Séduite par le dieu dans un temple dédié à Athéna, elle est punie par la déesse qui la transforme en Gorgone. Ses cheveux deviennent des serpents et, désormais, son regard pétrifiera tous ceux qui le croiseront. (Selon certaines versions, c'est Aphrodite qui, jalouse de sa chevelure et de sa beauté, change ses cheveux en serpents.) À la demande de Polydecte, Persée la décapite,

aidé, selon des sources plus tardives, par Hermès et Athéna. De son sang jaillissent ses deux fils, Chrysaor, père de Géryon, et le cheval ailé Pégase, sur lequel Persée s'enfuit, poursuivi par les autres Gorgones. Après l'avoir utilisée pour pétrifier Atlas, délivrer Andromède et tuer Polydecte qui retenait sa mère prisonnière, Persée offre à Athéna la tête de Méduse, que la déesse fixe sur son bouclier, l'égide. Il existe bien

d'autres légendes de ce genre sur Méduse dans la mythologie grecque.

La population de Didim augmente considérablement durant la période estivale (mai-octobre), passant de 51 000 habitants à environ 400 000 habitants. Par conséquent, l'économie de la province repose essentiellement sur le tourisme. D'un autre côté, la culture du coton, du blé, de l'avoine, du maïs et des olives contribue également à l'économie de la région et, depuis quelques années, il faut noter un développement de l'oléiculture. De plus, la construction du nouveau port, dont le directeur est Murat Yaprak, et son ouverture au mois de mai dernier, transformeront la ville en

un centre très attirant et tiendront une place importante dans la vie économique de Didim.

Les rives de Didim sont bordées de grandes et de petites baies. Cette station balnéaire particulièrement prisée par les touristes français et anglais subjugue tout



le monde par sa plage longue de 13 km, par la beauté de sa mer bleu turquoise et par ses plages dorées de sable fin. La région offre également des possibilités d'hébergement de très bonne qualité allant d'hôtels 4 ou 5 étoiles à des auberges coquettes qui affichent des prix convenables.

Didim se différencie des autres stations balnéaires telle que Bodrum ou Çeşme par la qualité de la vie paisible qu'elle offre. La fête dure 24 heures sur 24 mais elle n'épuise pas les vacanciers. Durant la journée, on goûte aux plaisirs de la plage, du soleil et du sable, et, le soir, on va faire la fête dans les discothèques et bars de la ville. La vie nocturne de cette région a connu un accroissement de l'animation avec l'arrivée des touristes et l'achat de villas.

Didim offre toutes les saveurs typiques de la gastronomie de la côte égéenne. Les restaurants proposent des salades de fruits de mer, le tout accompagné du poisson le plus prisé de Didim : la sardine. Les sardines pêchées dans ces eaux ont un goût incomparable. De plus, le rouget, le muge, le loup de mer et la bonite sont les poissons les plus fréquemment pêchés dans la région.

À tous ceux qui souhaitent passer des vacances dans le calme et la sérénité mais aussi très divertissantes, la station balnéaire de Didim est l'endroit tout indiqué.

\* Sinem Çakmak

## Au Onderhan Club 3000, des vacances vertes et solidaires

Depuis quelques années, une nouvelle sorte de tourisme prend de plus en plus d'ampleur : il s'agit du tourisme 'vert' et équitable, combinant respect de l'environnement et échanges avec le tissu économique et associatif local. Les Clubs 3 000 en sont un excellent exemple.

Ces onze établissements répartis autour de la Méditerranée proposent des clubs à taille humaine, où les rencontres et échanges entre les vacanciers sont bien plus faciles et chaleureux qu'ailleurs. De plus, les Clubs 3 000 se veulent être des lieux de découverte, ouverts sur la culture et les traditions du pays d'accueil. Des initiations à la langue du pays sont donc organisées, ainsi que des rencontres avec les artisans, ou l'apprentissage de recettes de cuisine locales.



Toujours dans le sens d'une plus grande ouverture sur leur environnement local, les Clubs 3 000 ont récemment innové en proposant aux vacanciers de participer à des balades Découverte et Partage.

Ces circuits sont limités à vingt participants et permettent de découvrir le travail d'une association locale, et de la soutenir. En effet, pour chaque vacancier participant, six euros sont reversés à cette même association.

Les partenariats sont très divers : en Croatie par exemple, les Clubs 3 000 sont notamment partenaires de l'association de Vrgorac, qui œuvre pour la traduction des textes du poète Tin Ujevic et pour faciliter la visite de sa maison natale aux touristes. Au Maroc, le partenariat concerne l'association Abdelaziz El Massi, dans la vallée de l'oued de Massa, et qui dé-

fend le maintien d'une agriculture respectueuse de l'environnement et qui aide les habitants du village



aux niveaux culturel, médical et social.

Enfin, le Beach Club 3 000 de Turquie a mis en place la « balade des Mandariniers », qui à ce jour a déjà séduit plus de 600 personnes, ce qui constitue un véritable succès. Cette balade est partenaire de la coopérative fruitière d'Ortakent,

qui travaille au maintien d'une activité économique dans le village, en préservant une variété spécifique de mandarine, par la création de produits tels que des confitures ou du vin. Espérons que cette belle initiative puisse perdurer, et en encourager d'autres.

